

**Convention-cadre sur les
changements climatiques**Distr. générale
16 juillet 2015
Français
Original : anglais**Organe subsidiaire de mise en œuvre****Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre
sur les travaux de sa quarante-deuxième session,
tenue à Bonn du 1^{er} au 11 juin 2015**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Ouverture de la session (Point 1 de l'ordre du jour)	1–2	5
II. Questions d'organisation (Point 2 de l'ordre du jour)	3–8	5
A. Adoption de l'ordre du jour	3–5	5
B. Organisation des travaux de la session	6	7
C. Session du Groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international	7–8	7
III. Notification et examen concernant les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Point 3 de l'ordre du jour)	9–19	8
A. État de la situation concernant la présentation et l'examen des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention	9	8
B. Compilation-synthèse des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention	10	8
C. Révision des « Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, deuxième partie : directives FCCC pour l'établissement des communications nationales »	11–18	8
D. Résultats de la première phase du processus d'évaluation et d'examen au niveau international (2014-2015)	19	10



IV.	Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Point 4 de l'ordre du jour)	20–30	10
A.	Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention		10
B.	Fourniture d'un appui financier et technique	20–30	10
V.	Questions relatives aux mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto (Point 5 de l'ordre du jour)	31–46	12
A.	Examen des modalités et procédures d'application du mécanisme pour un développement propre	31	12
B.	Examen des lignes directrices pour l'application conjointe	32–36	12
C.	Modalités visant à accélérer la délivrance, le transfert et l'acquisition continue d'unités de réduction des émissions au titre de l'application conjointe	37–38	13
D.	Procédures, mécanismes et dispositions institutionnelles à prévoir pour les recours concernant les décisions du Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre	39–42	13
E.	Questions relatives au relevé international des transactions mis en place au titre du Protocole de Kyoto	43–46	14
VI.	Questions relatives aux pays les moins avancés (Point 6 de l'ordre du jour)	47–67	15
VII.	Plans nationaux d'adaptation (Point 7 de l'ordre du jour)	68–76	17
VIII.	Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies (Point 8 de l'ordre du jour)	77–84	18
IX.	Renforcement des capacités (Point 9 de l'ordre du jour)	85–96	19
A.	Renforcement des capacités au titre de la Convention	85–90	19
B.	Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto	91–96	20
X.	Article 6 de la Convention (Point 10 de l'ordre du jour)	97–104	21
XI.	Impact des mesures de riposte mises en œuvre (Point 11 de l'ordre du jour)	105–111	22
A.	Forum et programme de travail	105–109	22
B.	Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto	110	22
C.	Progrès accomplis dans l'application de la décision 1/CP.10	111	23
XII.	Examen de la période 2013-2015 (Point 12 de l'ordre du jour)	112–114	23
XIII.	Égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques (Point 13 de l'ordre du jour)	115	24
XIV.	Dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales (Point 14 de l'ordre du jour)	116–129	24

XV.	Questions administratives, financières et institutionnelles (Point 15 de l'ordre du jour)	130–151	26
A.	Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015	130–134	26
B.	Budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017	135–143	27
C.	Examen continu des fonctions et activités du secrétariat	144	28
D.	Application de l'Accord de siège	145–151	28
XVI.	Questions diverses (Point 16 de l'ordre du jour)	152–157	29
XVII.	Clôture et rapport de la session (Point 17 de l'ordre du jour)	158–166	30
Annexes			
I.	Summary reports on multilateral assessments at the forty-second session of the Subsidiary Body for Implementation		32
II.	Questions types pour le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation		58

Additif – FCCC/SBI/2015/10/Add.1

Projets de décision soumis pour examen et adoption par la Conférence des Parties et la Conférence agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

Projet de décision -/CP.21. Mandat relatif à l'examen intermédiaire du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention

Projet de décision -/CP.21. Prolongation du mandat du Groupe d'experts des pays les moins avancés

Projet de décision -/CP.21. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017

Projet de décision -/CMP.11. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017

Projet de décision -/CMP.11. Méthode de recouvrement des droits d'utilisation du relevé international des transactions durant l'exercice 2016-2017

I. Ouverture de la session

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. La quarante-deuxième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) s'est tenue au Centre de conférence international de Bonn (Allemagne) du 1^{er} au 11 juin 2015.
2. Le Président du SBI, M. Amena Yauvoli (Fidji), a ouvert la session le lundi 1^{er} juin et a souhaité la bienvenue à toutes les Parties et à tous les observateurs. Il a également salué M. Sidat Yaffa (Gambie) en sa qualité de Rapporteur et a fait savoir que le Vice-Président du SBI, M. Guoshun Sun (Chine), regrettait de ne pouvoir participer à la session.

II. Questions d'organisation

(Point 2 de l'ordre du jour)

A. Adoption de l'ordre du jour

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

3. À sa 1^{re} séance, le 1^{er} juin, le SBI a examiné une note de la Secrétaire exécutive contenant l'ordre du jour provisoire annoté (FCCC/SBI/2015/1).
4. À la même séance, l'ordre du jour a été adopté comme suit, le point 4 a) étant laissé en suspens :
 1. Ouverture de la session.
 2. Questions d'organisation :
 - a) Adoption de l'ordre du jour;
 - b) Organisation des travaux de la session;
 - c) Session du Groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international.
 3. Notification et examen concernant les Parties visées à l'annexe I de la Convention :
 - a) État de la situation concernant la présentation et l'examen des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention;
 - b) Compilation-synthèse des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention;
 - c) Révision des « Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, deuxième partie : directives FCCC pour l'établissement des communications nationales »;
 - d) Résultats de la première phase du processus d'évaluation et d'examen au niveau international (2014-2015).

4. Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention :
 - a) Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (*point de l'ordre du jour laissé en suspens*);
 - b) Fourniture d'un appui technique et financier.
5. Questions relatives aux mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto :
 - a) Examen des modalités et procédures d'application du mécanisme pour un développement propre;
 - b) Examen des lignes directrices pour l'application conjointe;
 - c) Modalités visant à accélérer la délivrance, le transfert et l'acquisition continus d'unités de réduction des émissions au titre de l'application conjointe;
 - d) Procédures, mécanismes et dispositions institutionnelles à prévoir pour les recours concernant les décisions du Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre;
 - e) Questions relatives au relevé international des transactions mis en place au titre du Protocole de Kyoto.
6. Questions relatives aux pays les moins avancés.
7. Plans nationaux d'adaptation.
8. Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies.
9. Renforcement des capacités :
 - a) Renforcement des capacités au titre de la Convention;
 - b) Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto.
10. Article 6 de la Convention.
11. Impact des mesures de riposte mises en œuvre :
 - a) Forum et programme de travail;
 - b) Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto;
 - c) Progrès accomplis dans l'application de la décision 1/CP.10.
12. Examen de la période 2013-2015.
13. Égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques.
14. Dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales.
15. Questions administratives, financières et institutionnelles :
 - a) Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015;
 - b) Budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017;
 - c) Examen continu des fonctions et activités du secrétariat;
 - d) Application de l'Accord de siège.
16. Questions diverses.
17. Clôture et rapport de la session.

5. À la reprise de la 1^{re} séance, le 1^{er} juin, des déclarations ont été faites par des représentants de 7 Parties, dont 1 au nom du Groupe des 77 et de la Chine, 1 au nom du Groupe composite, 1 au nom du Groupe des États d'Afrique, 1 au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement, 1 au nom des pays les moins avancés (PMA), 1 au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) et 1 au nom de l'Union européenne et de ses 28 États membres. Des déclarations ont également été faites par des représentants d'organisations de peuples autochtones, d'organisations non gouvernementales (ONG) s'occupant des droits des femmes et de l'égalité des sexes et d'ONG représentant la jeunesse et par des représentants d'ONG de défense de l'environnement¹.

B. Organisation des travaux de la session

(Point 2 b) de l'ordre du jour)

6. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 1^{re} séance, au cours de laquelle le Président a appelé l'attention sur le projet de programme de travail affiché sur la page Web consacrée à la quarante-deuxième session du SBI². Conformément aux conclusions antérieures du SBI³ sur la conclusion des négociations dans les délais convenus et les méthodes de travail y relatives, le Président a informé le SBI qu'il continuerait à appliquer des mesures de gestion du temps strictes, et qu'aucune réunion officielle ne serait organisée dans l'après-midi du samedi 6 juin, afin de renforcer l'efficacité, la ponctualité et la transparence des travaux. De même, pour encourager de nombreux représentants à participer à la session du Groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale devant se tenir les 4 et 5 juin, le Président a informé les représentants qu'aucune autre réunion officielle du SBI ne serait prévue ces jours-là. Sur proposition du Président, le SBI est convenu de suivre le programme de travail susmentionné.

C. Session du Groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international

(Point 2 c) de l'ordre du jour)

7. Le SBI a examiné ce point à sa 1^{re} séance et a pris note des informations communiquées par le Président sur l'organisation de la première session du Groupe de travail chargé de l'évaluation multilatérale, qui était prévue les 4 et 5 juin.

8. Un rapport pour chacune des 24 Parties ayant fait l'objet d'une évaluation lors de la présente session figure sur le site Web de la Convention, sur la page correspondant à la Partie concernée⁴, ainsi que dans l'annexe I.

¹ Les déclarations, y compris celles qui n'ont pas été prononcées pendant la séance plénière, figurent sur le portail des communications à l'adresse suivante www.unfccc.int/5900 (cliquer sur SBI 42, puis rechercher « statements »).

² www.unfccc.int/8854.

³ FCCC/SBI/2014/8, par. 213 et 218 à 221.

⁴ Voir www.unfccc.int/8451.

III. Notification et examen concernant les Parties visées à l'annexe I de la Convention

(Point 3 de l'ordre du jour)

A. État de la situation concernant la présentation et l'examen des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

Délibérations

9. Le SBI a examiné ce point à sa 1^{re} séance et a pris note des informations figurant dans le document FCCC/SBI/2015/INF.3.

B. Compilation-synthèse des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des Parties visées à l'annexe I de la Convention

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

Délibérations

10. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances, le 11 juin. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M^{me} Fatuma Hussein (Kenya) et M^{me} Helen Plume (Nouvelle-Zélande). À sa 2^e séance, le SBI est convenu de poursuivre l'examen de ce point à sa quarante-quatrième session (mai 2016)⁵.

C. Révision des « Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, deuxième partie : directives FCCC pour l'établissement des communications nationales »

(Point 3 c) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

11. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M^{me} Hussein et M^{me} Plume. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁶.

2. Conclusions

12. Le SBI a poursuivi son débat, entamé lors de sa quarantième session, sur la révision des « Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, deuxième partie : directives FCCC pour l'établissement des communications nationales » (ci-après dénommées directives FCCC pour l'établissement des communications nationales)⁷.

⁵ FCCC/SBI/2015/L.9.

⁶ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.10.

⁷ Figurant dans le document FCCC/CP/1999/7.

13. Le SBI a fait des progrès sur la portée de la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales, notamment les moyens de faire cadrer les tableaux des directives avec les informations fournies dans les tableaux 5, 6 a), 6 b), 6 c), 7, 7 a), 7 b) et 9. Il a avancé dans sa discussion sur les révisions des dates spécifiées pour les projections au paragraphe 37 des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales et a noté que des espaces à compléter étaient prévus pour l'examen ultérieur d'éléments d'information à communiquer, notamment sur les conséquences économiques et sociales éventuelles des mesures de riposte.

14. Le SBI a invité les Parties à communiquer pour le 1^{er} septembre 2015 d'autres observations sur la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales en tenant compte de la nécessité d'assurer autant que possible une cohérence entre les modalités de présentation des rapports biennaux et des communications nationales.

15. Le SBI a chargé le secrétariat de réviser et de mettre à jour le document technique sur la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales⁸ de façon à prendre en considération les observations formulées par les Parties⁹. Il a aussi demandé que les tableaux et les dates révisées des projections dont il est question ci-dessus au paragraphe 13 figurent dans le document technique révisé et mis à jour, afin d'éclairer un examen plus approfondi à sa quarante-troisième session (novembre-décembre 2015).

16. Compte tenu des progrès réalisés à la session en cours, le SBI est convenu de poursuivre ses travaux sur la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales de sa quarante-troisième session en vue de l'adoption des directives révisées par la Conférence des Parties à sa vingt et unième session (novembre-décembre 2015).

17. Le SBI a reconnu que, si un délai supplémentaire s'avérait nécessaire au-delà de sa quarante-troisième session en raison du caractère technique des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales, les Parties devraient chercher à adopter les directives révisées au plus tard à la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (novembre 2016). Dans ce cas, le SBI chargerait le secrétariat d'organiser, sous la conduite de son Président, un atelier avant sa quarante-quatrième session de façon à faire progresser en 2016 la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales et d'établir le rapport de l'atelier, qui servirait de contribution à l'examen de la question à sa quarante-quatrième session.

18. Le SBI a pris note du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat devrait exécuter comme indiqué au paragraphe 17 ci-dessus. Il a demandé que les activités confiées au secrétariat en vertu des présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières supplémentaires.

⁸ FCCC/TP/2014/5.

⁹ Les observations formulées par les Parties visées à l'annexe I de la Convention comprennent celles qu'elles ont communiquées au sujet de leur expérience de l'élaboration des premiers rapports biennaux, comme la Conférence des Parties les y avait invitées à sa dix-septième session, celles qu'elles ont fait parvenir en réponse à l'invitation du SBI à sa quarantième session et celles présentées comme suite au paragraphe 15 ci-dessus.

D. Résultats de la première phase du processus d'évaluation et d'examen au niveau international (2014-2015)

(Point 3 d) de l'ordre du jour)

Délibérations

19. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à ses 1^{re} et 2^e séances. Des représentants des deux Parties ont fait des déclarations. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner ce point de l'ordre du jour dans le cadre de consultations informelles animées par M^{me} Hussein et M^{me} Plume. À sa 2^e séance, le Président a indiqué que les consultations n'avaient pas débouché sur des conclusions. Conformément à l'alinéa c) de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur appliqué, cette question sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session du SBI.

IV. Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 4 de l'ordre du jour)

A. Informations contenues dans les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 4 a) de l'ordre du jour laissé en suspens)

B. Fourniture d'un appui financier et technique

(Point 4 b) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

20. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi du document FCCC/SBI/2015/INF.7¹⁰. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner ce point de l'ordre du jour dans le cadre de consultations informelles animées par M^{me} Plume et M^{me} Ann Gan (Singapour). À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-dessous¹¹.

2. Conclusions

21. Le SBI a pris note des informations fournies par le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur l'appui financier apporté par le FEM à l'établissement de rapports biennaux actualisés par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention¹².

22. Le SBI a invité le FEM à continuer à fournir en temps utile des informations détaillées, précises et exhaustives sur ses activités relatives à l'élaboration des rapports biennaux actualisés, y compris les dates de demandes et d'approbation des financements et de décaissement des fonds, ainsi qu'une date approximative de soumission des rapports biennaux actualisés au secrétariat, pour examen par le SBI à sa quarante-troisième session.

¹⁰ Une mise à jour communiquée par un représentant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur ce point peut être consultée à l'adresse suivante : www.unfccc.int/8854.

¹¹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.8.

¹² FCCC/SBI/2015/INF.7.

23. Le SBI a noté avec satisfaction qu'en décembre 2014, 10 Parties non visées à l'annexe I avaient soumis leur premier rapport biennal actualisé, et a pris note avec intérêt des trois autres rapports biennaux actualisés soumis entre le 1^{er} janvier et le 8 juin 2015. Dix-huit autres Parties non visées à l'annexe I comptent soumettre leur premier rapport biennal actualisé d'ici au 31 décembre 2015.

24. Le SBI a noté que, au 9 juin 2015, un grand nombre de rapports biennaux actualisés étaient encore attendus, tout en prenant en considération les difficultés que les Parties non visées à l'annexe I rencontrent pour soumettre leurs rapports biennaux actualisés dans les délais. Le SBI a rappelé les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 41 de la décision 2/CP.17, selon lesquelles les Parties non visées à l'annexe I, selon leurs capacités et le niveau de soutien apporté pour l'établissement de rapports, devaient soumettre leur premier rapport biennal actualisé pour décembre 2014 au plus tard. Le SBI a encouragé les Parties non visées à l'annexe I n'ayant pas encore soumis leur premier rapport biennal actualisé à en achever l'élaboration et à le soumettre en temps voulu.

25. Le SBI a également noté que, au 29 mai 2015, le secrétariat du FEM avait reçu 51 demandes d'appui financier adressées par des Parties non visées à l'annexe I pour l'établissement de leurs rapports biennaux actualisés, et qu'un programme-cadre pour les rapports biennaux mis en place par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avait pour mission d'aider 39 autres Parties non visées à l'annexe I à établir leur premier rapport biennal.

26. Le SBI a rappelé les dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 41 de la décision 2/CP.17, selon lesquelles la Conférence des Parties avait invité instamment les Parties non visées à l'annexe I n'ayant pas soumis au FEM leur demande d'appui pour l'établissement des premiers rapports biennaux actualisés à le faire rapidement. Il a également encouragé les organismes d'exécution du FEM à continuer de faciliter l'élaboration et la communication des propositions de projet par les Parties non visées à l'annexe I pour l'établissement de leurs premiers rapports biennaux actualisés.

27. Le SBI a pris note avec satisfaction de la mise en œuvre par le FEM de son programme d'appui mondial¹³. Il a continué d'encourager les Parties non visées à l'annexe I à tirer profit des possibilités d'assistance et d'appui technique offertes par ce programme eu égard à l'établissement de leurs communications nationales et de leurs rapports nationaux actualisés, y compris s'agissant des demandes dont il est question au paragraphe 29 ci-dessous.

28. Le SBI a salué la contribution du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, qui a fourni un soutien technique auxdites Parties en mettant au point des supports de formation actualisés et des programmes d'apprentissage en ligne.

29. Le SBI a pris note des demandes de compléments d'aide technique émanant de Parties non visées à l'annexe I afin d'améliorer au niveau national leur capacité à faciliter la continuité dans le respect des obligations en matière d'établissement de rapports grâce à une formation à l'utilisation des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre*, de mettre en place des systèmes de gestion durable des inventaires nationaux de gaz à effet de serre, et de comprendre et d'appliquer les pratiques optimales utiles pour la mise en place de systèmes nationaux de mesure, de notification et de vérification. Le SBI a encouragé le secrétariat, en concertation avec le PNUE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à tout faire pour garantir que toutes les Parties non visées à l'annexe I peuvent bénéficier de la formation utile.

¹³ Projet administré conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement et le PNUE et ayant pour objectif de renforcer l'appui fourni aux Parties non visées à l'annexe I pour l'établissement en temps voulu de leurs communications nationales et de leurs rapports nationaux actualisés.

30. Le SBI a pris note du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat doit exécuter en application du paragraphe 29 ci-dessus. Il a demandé que les mesures que le secrétariat est appelé à prendre dans les présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

V. Questions relatives aux mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto

(Point 5 de l'ordre du jour)

A. Examen des modalités et procédures d'application du mécanisme pour un développement propre

(Point 5 a) de l'ordre du jour)

Délibérations

31. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M^{me} Karolina Attonen (Finlande) et M. Gerald Lindo (Jamaïque). À la 2^e séance, le Président a indiqué que ces consultations n'avaient pas débouché sur des conclusions. Conformément à l'alinéa c) de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, cette question sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session du SBI.

B. Examen des lignes directrices pour l'application conjointe

(Point 5 b) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

32. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2015/5, FCCC/SBI/2015/INF.1 et FCCC/TP/2015/1. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner ce point de l'ordre du jour dans le cadre de consultations informelles animées par M. Dimitar Nikov (France) et M. Yaw Osafo (Ghana). À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après¹⁴.

2. Conclusions

33. Le SBI a poursuivi son examen des lignes directrices pour l'application de l'article 6 du Protocole de Kyoto¹⁵ (dénommées ci-après les lignes directrices pour l'application conjointe), conformément aux dispositions des paragraphes 14 à 16 de la décision 6/CMP.8.

34. Le SBI a pris note avec intérêt des documents ci-après établis par le secrétariat :

a) Le document technique¹⁶ sur les possibilités de réaliser des économies et des gains d'efficacité en matière d'application conjointe, en tirant parti de l'expérience du mécanisme pour un développement propre, tout en gardant à l'esprit les mandats respectifs des deux mécanismes;

¹⁴ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.5.

¹⁵ Décision 9/CMP.1, annexe.

¹⁶ FCCC/TP/2015/1.

b) Le rapport de synthèse¹⁷ des communications des Parties contenant des exemples de démarches techniques volontaires, conçues par les Parties hôtes pour leurs projets d'application conjointe, qui pourraient aider les Parties hôtes à respecter leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions au titre du Protocole de Kyoto.

35. Le SBI a également pris note avec intérêt des recommandations sur l'examen des lignes directrices pour l'application conjointe élaborées par le Comité de supervision de l'application conjointe¹⁸.

36. Le SBI est convenu de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante-troisième session en se fondant sur le projet de texte de décision proposé par les animateurs des consultations informelles tenues sur ce point de l'ordre du jour, qui figure en annexe au document FCCC/SBI/2015/L.5.

C. Modalités visant à accélérer la délivrance, le transfert et l'acquisition continue d'unités de réduction des émissions au titre de l'application conjointe

(Point 5 c) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

37. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Nikov et M. Osafo. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après¹⁹.

2. Conclusions

38. Le SBI est convenu de poursuivre l'examen de la question à sa quarante-troisième session en se fondant sur le projet de texte de décision figurant en annexe au document FCCC/SBI/2015/L.2, aux fins de recommander un projet de décision sur la question pour examen et adoption par le Conférence des Parties agissant comme réunion au Protocole de Kyoto (CMP) à sa onzième session (novembre-décembre 2015).

D. Procédures, mécanismes et dispositions institutionnelles à prévoir pour les recours concernant les décisions du Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre

(Point 5 d) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

39. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Osafo et M. Kunihiro Shimada (Japon). À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après²⁰.

2. Conclusions

40. Conformément au mandat énoncé au paragraphe 18 de la décision 3/CMP.6, le SBI a poursuivi ses échanges de vues sur la question des procédures, mécanismes et dispositions institutionnelles à prévoir pour les recours concernant les décisions du Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre.

¹⁷ FCCC/SBI/2015/INF.1.

¹⁸ FCCC/SBI/2015/5.

¹⁹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.2.

²⁰ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.12.

41. Le SBI est convenu de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante-quatrième session, en se fondant, entre autres, sur le projet de texte établi par les animateurs et figurant dans le document FCCC/SBI/2012/33/Add.1.

42. Le SBI a invité les Parties et les organisations admises en qualité d'observateurs à adresser au secrétariat, d'ici au 1^{er} mars 2016, leurs vues sur la portée du mécanisme de recours concernant les décisions du Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre.

E. Questions relatives au relevé international des transactions mis en place au titre du Protocole de Kyoto

(Point 5 e) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

43. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi du document FCCC/SBI/2015/INF.2. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Yuji Mizuno (Japon). À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après²¹.

2. Conclusions

44. Le SBI a achevé son examen de la gestion de la sécurité de l'information dans les systèmes prévus à l'appui des échanges de droits d'émission au titre du Protocole de Kyoto.

45. Le SBI a accueilli avec intérêt le document établi par l'administrateur du relevé international des transactions (RIT) et le groupe de travail de la sécurité créé dans le cadre du forum des administrateurs de systèmes de registres²² et a décidé, sur la base de ce document, de demander que soient prises les mesures ci-après concernant la mise en pratique de la sécurité de l'information dans les systèmes de registres :

a) L'administrateur du RIT, en coopération avec les administrateurs des autres systèmes de registres, définit et tient à jour des modalités pour la gestion des inventaires liés au patrimoine informationnel placé sous le contrôle des administrateurs de systèmes de registres;

b) L'administrateur du RIT et les administrateurs des autres systèmes de registres vérifient et mettent à jour la procédure opérationnelle commune de traitement des incidents de sécurité afin de permettre le règlement de tout manquement effectif, présumé ou potentiel à la confidentialité, à l'accessibilité ou à l'intégrité du patrimoine informationnel visé à l'alinéa a) du paragraphe 45 ci-dessus;

c) L'administrateur du RIT réévalue, au cours du processus d'établissement de rapports standard d'évaluation indépendante en 2016, les modifications intervenues dans les plans de continuité des opérations des registres nationaux qui ont fait état d'une application incomplète des mesures de contrôle prévues dans ces plans;

d) L'administrateur du RIT communique dans ses rapports annuels au SBI un point de la situation concernant les mesures visées aux alinéas a) à c) du paragraphe 45 ci-dessus.

46. Le SBI a pris note de ce que les mesures demandées dans les présentes conclusions peuvent être financées au moyen du budget du RIT.

²¹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.3.

²² FCCC/SBI/2015/INF.2.

VI. Questions relatives aux pays les moins avancés

(Point 6 de l'ordre du jour)

1. Délibérations

47. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2015/6, FCCC/SBI/2015/7, FCCC/SBI/2015/8 et FCCC/SBI/2015/MISC.2. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'étudier ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Mamadou Honadia (Burkina Faso) et M. Jens Fugl (Union Européenne)²³. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après²⁴.

2. Conclusions

48. Le SBI a pris note du rapport oral²⁵ du Président du Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA) sur la mise en œuvre du programme de travail du Groupe pour 2014-2015²⁶ et a exprimé au Groupe d'experts sa satisfaction pour les progrès réalisés dans le cadre de ce programme de travail.

49. Le SBI a accueilli avec intérêt le rapport sur les travaux de la vingt-septième réunion du Groupe d'experts²⁷, qui s'était tenue à Bangkok (Thaïlande) du 12 au 14 mars 2015 et le rapport sur la réunion de bilan sur les travaux du Groupe d'experts des PMA²⁸, qui s'était tenue également à Bangkok du 9 au 11 mars 2015.

50. Le SBI s'est félicité de l'organisation efficace de la réunion NAP Expo, tenue à Bonn (Allemagne) les 14 et 15 avril 2015 et a constaté combien elle avait utilement contribué à promouvoir le partage d'expériences initiales avec le processus visant à formuler et appliquer des plans nationaux d'adaptation (PNA).

51. Le SBI s'est en outre félicité de la bonne organisation par le Comité de l'adaptation, en collaboration avec le Groupe d'experts des PMA, de l'atelier consacré aux expériences, bonnes pratiques, enseignements retenus, lacunes et besoins recensés dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA²⁹ à Bonn les 16 et 17 avril 2015.

52. Le SBI a accueilli avec intérêt le rapport de synthèse sur l'état d'avancement des travaux du Groupe d'experts, la question de savoir s'il doit être maintenu ainsi que son mandat³⁰ établi par le secrétariat sur la base des observations des Parties sur les travaux du Groupe³¹, des rapports du Groupe d'experts³², du rapport de la réunion de bilan mentionnée au paragraphe 49 ci-dessus et d'autres informations pertinentes.

53. Le SBI a remercié :

a) Le Gouvernement zambien d'avoir accueilli à Livingstone (Zambie) du 23 au 27 février 2015 l'atelier de formation consacré aux PNA pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe;

b) Le bureau du PNUD à Bangkok d'avoir accueilli les réunions mentionnées au paragraphe 49 ci-dessus.

²³ M. Fugl a été nommé après la séance plénière d'ouverture pour faire équipe avec M. Honadia.

²⁴ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.13.

²⁵ À consulter à l'adresse suivante : <http://unfccc.int/8854>.

²⁶ À consulter à l'adresse <http://unfccc.int/7984>.

²⁷ FCCC/SBI/2015/7.

²⁸ FCCC/SBI/2015/8.

²⁹ Le rapport de cet atelier figure dans le document FCCC/SBI/2015/INF.6.

³⁰ FCCC/SBI/2015/6.

³¹ FCCC/SBI/2015/MISC.2.

³² À consulter à l'adresse suivante : <http://unfccc.int/6099>.

54. Il a également remercié le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'avoir soutenu financièrement les travaux du Groupe d'experts des PMA.
55. Le SBI a noté avec satisfaction qu'au 2 juin 2015, cinq PMA avaient achevé l'exécution d'au moins un des projets de leur programme d'action national aux fins de l'adaptation (PANA).
56. Le SBI a également noté avec satisfaction que le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) continuait d'apporter un appui et qu'au 2 juin 2015, sur les 50 pays qui avaient achevé leur PANA, 49 avaient eu accès à 905 630 000 dollars des États-Unis au titre de 161 projets.
57. Le SBI a en outre pris note avec satisfaction des contributions – totalisant 929 130 000 dollars É.-U. au 31 mars 2015 – versées au Fonds pour les PMA par certaines Parties et a encouragé les autres Parties à alimenter également ce Fonds.
58. Le SBI a pris note avec satisfaction des progrès accomplis par les PMA parties et du soutien technique accordé par les programmes et réseaux d'appui³³ dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA, tout en constatant que bon nombre de PMA parties continuaient de se heurter à des difficultés³⁴ pour accéder à un soutien financier pour ce processus.
59. Le SBI a constaté avec préoccupation que le Fonds pour les PMA ne disposait pas de ressources suffisantes et a engagé les Parties à alimenter celui-ci, sachant combien il était important de soutenir l'application intégrale des PANA afin de répondre aux besoins d'adaptation urgents et immédiats et de renforcer les capacités de planification et d'exécution des mesures d'adaptation à moyen et à long terme. Il a aussi constaté que 29 propositions de projet – dont 10 apportent un appui à des éléments du processus des PNA – nécessitant 215 millions de dollars É.-U. avaient déjà été validées sur le plan technique par le FEM mais étaient en attente d'un financement au 2 juin 2015.
60. Le SBI a fait valoir que les PMA avaient la possibilité d'utiliser leurs stratégies et plans nationaux relatifs aux changements climatiques, dont les PANA et le PNA, en tant que cadres stratégiques pour faire appel au Fonds vert pour le climat.
61. Le SBI a accueilli avec intérêt le programme de travail du Groupe d'experts des PMA pour 2015, prévoyant les ateliers régionaux de formation sur les plans nationaux d'adaptation restant à organiser en 2015³⁵.
62. Le SBI a demandé au Groupe d'experts des PMA d'établir, avec le concours du secrétariat, un document d'information sur la réunion NAP Expo et les ateliers régionaux de formation mentionnés aux paragraphes 50 et 61 ci-dessus, respectivement, en vue de faire ressortir les expériences, les bonnes pratiques et les enseignements à retenir dans la prise en compte de l'adaptation dans les PMA, pour examen à la quarante-troisième session du SBI.
63. Le SBI a pris note avec satisfaction des relations et de la collaboration active que le Groupe d'experts des PMA continuait d'entretenir avec le Comité de l'adaptation et d'autres organes et programmes constitués au titre de la Convention, avec un large éventail d'autres organisations, institutions et centres régionaux compétents et avec des programmes et réseaux apportant leur appui au processus d'élaboration et d'exécution des PNA.

³³ Notamment le programme d'appui mondial aux PNA pour les pays les moins avancés, le programme d'appui mondial aux PNA pour les pays en développement autres que les PMA et le Réseau mondial pour les PNA.

³⁴ Comme indiqué notamment dans les documents FCCC/SBI/2015/6, FCCC/SBI/2015/7, FCCC/SBI/2015/8 et FCCC/SBI/2015/MISC.2.

³⁵ FCCC/SBI/2015/7, annexe II.

64. Le SBI a également pris note avec satisfaction de la collaboration entre le Groupe d'experts des PMA et le Fonds vert pour le climat dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA et a engagé le Groupe d'experts à continuer de se concerter avec le Fonds pour remédier aux problèmes d'accès des PMA aux ressources de celui-ci.

65. Le SBI a pris note du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat doit exécuter, présenté au paragraphe 62 ci-dessus. Il a demandé que les mesures que le secrétariat est appelé à prendre dans les présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

66. Le SBI a invité les Parties en mesure de le faire à continuer d'appuyer l'exécution du programme de travail du Groupe d'experts des PMA.

67. Le SBI a recommandé l'examen et l'adoption par la Conférence des Parties, à sa vingt et unième session, d'un projet de décision (pour le projet de décision, voir le document FCCC/SBI/2015/10/Add.1).

VII. Plans nationaux d'adaptation

(Point 7 de l'ordre du jour)

1. Délibérations

68. Le SBI a examiné ce point à sa 1^{re} séance et à sa 2^e séance. Il était saisi du document FCCC/SBI/2015/INF.6. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner le point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Honadia et M^{me} Beth Lavender (Canada). À la 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après³⁶.

2. Conclusions

69. Le SBI a accueilli favorablement le rapport sur l'atelier consacré aux données d'expérience, bonnes pratiques, enseignements retenus, lacunes et besoins recensés dans le cadre du processus d'élaboration et d'exécution des PNA, qui s'est tenu à Bonn les 16 et 17 avril 2015³⁷.

70. Le SBI a aussi accueilli avec satisfaction l'exposé oral des coprésidents du Comité de l'adaptation³⁸ et a pris note du rapport de la vingt-septième réunion du Groupe d'experts des PMA³⁹, où figurent des renseignements sur l'examen par le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des PMA, en collaboration avec le Fonds vert pour le climat, des moyens optimaux d'aider les pays en développement parties à accéder au financement du Fonds vert pour le climat pour le processus d'élaboration et d'exécution des PNA.

71. Le SBI a remercié le Groupe d'experts des PMA et le Comité pour l'adaptation pour la coopération menée avec le Fonds vert pour le climat afin d'examiner les moyens optimaux d'aider les pays en développement parties à accéder aux ressources du Fonds pour le processus d'élaboration et d'exécution des PNA, et les a invités à continuer de collaborer avec le Fonds, notamment au sujet de son programme de facilitation.

³⁶ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.14.

³⁷ FCCC/SBI/2015/INF.6.

³⁸ À consulter à l'adresse suivante : http://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/sbi42_ac_oral-update.pdf.

³⁹ FCCC/SBI/2015/7.

72. Le SBI a invité le Comité pour l'adaptation et le Groupe d'experts des PMA à rendre compte de la suite donnée à l'invitation formulée au paragraphe 71 ci-dessus dans leurs rapports respectifs.

73. Le SBI a constaté avec préoccupation l'insuffisance des ressources disponibles au titre du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial pour les changements climatiques, notamment pour le processus d'élaboration et d'exécution des PNA, et les difficultés rencontrées par les pays en développement pour se préparer à accéder au financement du Fonds vert pour le climat.

74. Le SBI a noté que les PMA et les autres pays en développement parties peuvent accéder au financement par l'intermédiaire du programme de facilitation du Fonds vert pour le climat en qui concerne les activités liées au processus d'élaboration et d'exécution des PNA.

75. Le SBI a commencé à examiner des formules possibles pour améliorer les informations fournies concernant le processus d'élaboration et d'exécution des PNA, et a décidé de poursuivre celui-ci à sa quarante-quatrième session compte tenu des renseignements pertinents⁴⁰.

76. Le SBI a examiné le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA⁴¹. Il a décidé de poursuivre son examen de la question à sa quarante-troisième session, notamment à partir des notes figurant à l'annexe I du document FCCC/SBI/2015/L.14⁴², en vue de recommander à la Conférence des Parties un projet de décision pour examen et adoption à sa vingtième et unième session.

VIII. Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies

(Point 8 de l'ordre du jour)

1. Délibérations

77. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2015/INF.4 et FCCC/SBI/2015/INF.5. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'examiner le point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Carlos Fuller (Belize) et M^{me} Elfriede More (Autriche). À sa 2^e séance, il a examiné et adopté les conclusions ci-après⁴³.

2. Conclusions

78. Le SBI a accueilli avec satisfaction le rapport du FEM sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies⁴⁴.

79. Le SBI s'est également félicité de la collaboration entre le Centre et Réseau des technologies climatiques (CRTC) et les centres régionaux de transfert de technologies et de financement soutenus par le FEM dans le cadre du programme stratégique de Poznan. Il a invité le FEM à communiquer des informations plus détaillées sur sa collaboration avec le CRTC dans ses futurs rapports.

⁴⁰ Document FCCC/SBI/2015/INF.6.

⁴¹ Voir le paragraphe 37 de la décision 5/CP.17; les questions types pour le suivi et l'évaluation des progrès du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation se trouvent dans l'annexe II du document FCCC/SBI/2015/L.14 et dans l'annexe II du présent document.

⁴² À noter que les Parties n'ont examiné aucun des paragraphes reproduits dans cette annexe.

⁴³ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.7.

⁴⁴ FCCC/SBI/2015/INF.4.

80. Le SBI a aussi invité le FEM à fournir un appui financier aux Parties non visées à l'annexe I qui n'ont pas encore procédé à l'évaluation de leurs besoins technologiques au titre du programme stratégique de Poznan afin qu'elles puissent le faire, conformément au paragraphe 2 de la décision 11/CP.17. Il a rappelé qu'à sa quarantième session⁴⁵, il avait invité le FEM à appuyer la mise en œuvre des résultats des évaluations des besoins technologiques, notamment les plans d'action en matière de technologies et les idées de projet⁴⁶.

81. Le SBI a noté que le CRTIC pouvait apporter un appui technique aux Parties non visées à l'annexe I, si elles en faisaient la demande, afin de faciliter l'évaluation de leurs besoins technologiques réalisée ou mise à jour au titre du programme stratégique de Poznan, conformément aux fonctions qui lui avaient été attribuées par la Conférence des Parties à sa seizième session⁴⁷.

82. Le SBI a accueilli avec satisfaction le rapport d'activité du Comité exécutif de la technologie sur l'évaluation du programme stratégique de Poznan⁴⁸, réalisée dans le but d'accroître l'efficacité du Mécanisme technologique, et a dit attendre avec intérêt le rapport final du Comité concernant les conclusions de l'évaluation, qui serait présenté à la Conférence des Parties par l'intermédiaire du SBI à sa quarante-troisième session.

83. Le SBI a encouragé les entités apportant des contributions à l'évaluation du programme stratégique de Poznan à examiner comment le programme pourrait fournir un appui en matière de technologies d'adaptation et prendre en compte les questions liées à l'égalité des sexes.

84. Le SBI a également encouragé le Comité exécutif de la technologie à continuer, en évaluant le programme stratégique de Poznan, à consulter les Parties, le Fonds vert pour le climat, les agents d'exécution du FEM et d'autres entités compétentes sur les moyens d'accroître l'efficacité du Mécanisme technologique.

IX. Renforcement des capacités

(Point 9 de l'ordre du jour)

A. Renforcement des capacités au titre de la Convention

(Point 9 a) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

85. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2015/4 et Add.1, FCCC/SBI/2015/9 et FCCC/SBI/2015/MISC.1. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Bubu Jallow (Gambie) et M. Shimada. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁴⁹.

2. Conclusions

86. Le SBI est convenu de poursuivre à sa quarante-troisième session l'examen du mandat du troisième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement⁵⁰ en se fondant sur le projet de texte figurant dans l'annexe I au document FCCC/SBI/2015/L.15.

⁴⁵ FCCC/SBI/2014/8, par. 144 et 145.

⁴⁶ Peut être consulté à l'adresse suivante : http://unfccc.int/ttclear/pages/tech_portal.html.

⁴⁷ Décision 1/CP.16, par. 123 a).

⁴⁸ FCCC/SBI/2015/INF.5.

⁴⁹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.15.

⁵⁰ Décision 2/CP.7, annexe.

87. Le SBI a poursuivi, sans l'achever, l'examen concernant le renforcement des capacités des pays en développement au titre de la Convention. Il a décidé de poursuivre cet examen à sa quarante-troisième session en se fondant sur le projet de texte de décision figurant dans l'annexe II au document FCCC/SBI/2015/L.15, en vue de recommander à la Conférence des Parties un projet de décision pour examen et adoption à sa vingt et unième session.

88. Le SBI a également demandé au secrétariat d'organiser, juste avant ou après une session du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée, un atelier visant à examiner des moyens éventuels d'intensifier les activités de renforcement des capacités comme indiqué par les Parties à la session en cours.

89. Le SBI a chargé le secrétariat d'établir un rapport sur l'atelier mentionné au paragraphe 88 ci-dessus, pour examen à sa quarante-troisième session.

90. Le SBI a demandé que les mesures que le secrétariat est appelé à prendre dans les présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

B. Renforcement des capacités au titre du Protocole de Kyoto

(Point 9 b) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

91. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2015/4 et Add.1, FCCC/SBI/2015/9 et FCCC/SBI/2015/MISC.1. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Jallow et M. Shimada. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁵¹.

2. Conclusions

92. Le SBI est convenu de poursuivre à sa quarante-troisième session l'examen du mandat du troisième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement⁵² en se fondant sur le projet de texte figurant dans l'annexe I au document FCCC/SBI/2015/L.16.

93. Le SBI a poursuivi, sans l'achever, l'examen concernant le renforcement des capacités des pays en développement au titre du Protocole de Kyoto. Il a décidé de poursuivre cet examen à sa quarante-troisième session en vue de recommander à la CMP un projet de décision pour examen et adoption à sa onzième session.

94. Le SBI a demandé au secrétariat d'organiser, juste avant ou après une session du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée, un atelier visant à examiner des moyens éventuels d'intensifier les activités de renforcement des capacités comme indiqué par les Parties à la session en cours.

95. Le SBI a également chargé le secrétariat d'établir un rapport sur l'atelier mentionné au paragraphe 94 ci-dessus, pour examen à sa quarante-troisième session.

96. Le SBI a demandé que les mesures que le secrétariat est appelé à prendre dans les présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

⁵¹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.16.

⁵² Décision 2/CP.7, annexe.

X. Article 6 de la Convention

(Point 10 de l'ordre du jour)

1. Délibérations

97. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Des représentants des deux Parties ont fait des déclarations. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point dans le cadre de consultations informelles animées par M. Albert Magalang (Philippines). À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁵³.

2. Conclusions

98. Le SBI a salué les progrès accomplis par certaines Parties dans la mise en œuvre de tous les éléments de l'article 6 de la Convention.

99. Le SBI a pris bonne note de la réussite du troisième dialogue en cours de session sur l'article 6 de la Convention et a exprimé ses remerciements aux Parties, aux organisations admises en qualité d'observateur et aux autres parties prenantes qui avaient fait part de leur expérience et échangé des suggestions, des bonnes pratiques et des enseignements acquis dans le domaine de l'éducation et de la formation sur la question des changements climatiques et en matière de coopération internationale sur ces questions.

100. Le SBI a invité les Parties qui ne l'ont pas encore fait à désigner un coordonnateur national pour les activités relatives à l'article 6 de la Convention et à en informer le secrétariat.

101. Le SBI a également invité les Parties, les organisations admises en qualité d'observateur et les autres parties prenantes à soumettre au secrétariat, le 19 février 2016 au plus tard, leur appréciation quant à l'organisation du troisième dialogue en cours de session sur l'article 6 de la Convention et leurs vues sur l'ordre du jour du quatrième dialogue en cours de session, qui fera une large place à l'accès du public à l'information, à la participation du public et à la sensibilisation du public, ainsi qu'à la coopération internationale sur ces questions.

102. Le SBI a accueilli avec intérêt les propositions des Parties, des organisations admises en qualité d'observateur et des autres parties prenantes sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention⁵⁴.

103. Le SBI a en outre invité les Parties, les organisations admises en qualité d'observateur et les autres parties prenantes à soumettre au secrétariat, le 19 février 2016 au plus tard, des informations sur les mesures qu'elles ont prises pour mettre en œuvre le programme de travail de Doha, par exemple l'action engagée en vue d'étudier les liens entre les activités au titre de l'article 6, et la mise en œuvre de politiques et de mesures pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter, et sur les lacunes et besoins qui se dégagent, ainsi que leurs recommandations quant aux nouvelles mesures à prendre pour améliorer la mise en œuvre effective du programme de travail de Doha.

104. Le SBI a recommandé un projet de décision sur l'examen intermédiaire de la mise en œuvre du programme de travail de Doha, pour examen et adoption à la vingt et unième session de la Conférence des Parties (pour le texte du projet de décision, se reporter au document FCCC/SBI/2015/10/Add.1).

⁵³ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.11.

⁵⁴ FCCC/SBI/2014/8, par. 173.

XI. Impact des mesures de riposte mises en œuvre

(Point 11 de l'ordre du jour)

A. Forum et programme de travail

(Point 11 a) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

105. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point en même temps que l'alinéa a) du point 7 de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) dans le cadre d'un groupe de contact coprésidé par le Président du SBI et la Présidente du SBSTA, M^{me} Lidia Wojtal (Pologne). Le SBI est également convenu d'examiner ce point à cette session, en même temps que les alinéas b) et c) du point 11 de son ordre du jour.

106. À la 2^e séance, le Président du SBI a indiqué que M. Eduardo Calvo Buendia (Pérou) et M. Delano Verwey (Pays-Bas) les avaient aidés, la Présidente du SBSTA et lui-même, à animer des consultations informelles sur ce point de l'ordre du jour. À la même séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁵⁵.

2. Conclusions

107. Le SBI et le SBSTA ont examiné le texte du projet de décision qui figure à l'annexe de la décision 20/CP.20 sur le forum et programme de travail sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, en vue d'établir un projet de décision pour examen et adoption à la vingt et unième session de la Conférence des Parties.

108. Le SBI et le SBSTA ont invité les Parties à soumettre au secrétariat, le 21 septembre 2015 au plus tard, leurs vues sur la poursuite de l'élaboration du programme de travail sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre et les modalités de son exécution telles que précisées dans le texte du projet de décision figurant en annexe au document FCCC/SB/2015/L.2.

109. Le SBI et le SBSTA ont décidé d'examiner le texte du projet de décision évoqué dans le paragraphe 108 ci-dessus à leur quarante-troisième session en vue de recommander un projet de décision sur cette question pour examen et adoption à la vingt et unième session de la Conférence des Parties.

B. Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto

(Point 11 b) de l'ordre du jour)

Délibérations

110. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, sur proposition du Président, il est convenu d'étudier ce point en même temps que l'alinéa a) du point 11 de son ordre du jour et que l'alinéa a) du point 7 de l'ordre du jour du SBSTA. À cette même séance, il est également convenu que son Président mènerait des consultations avec les Parties intéressées sur la question de savoir comment soumettre ce point à sa quarante-troisième session.

⁵⁵ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SB/2015/L.2.

C. Progrès accomplis dans l'application de la décision 1/CP.10

(Point 11 c) de l'ordre du jour)

Délibérations

111. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. À sa 1^{re} séance, sur proposition du Président, il est convenu d'étudier ce point en même temps que l'alinéa a) du point 11 de son ordre du jour et que l'alinéa a) du point 7 de l'ordre du jour du SBSTA. À cette même séance, il est également convenu que son Président mènerait des consultations avec les Parties intéressées sur la question de savoir comment examiner ce point à sa quarante-troisième session. À sa 2^e séance, le SBI a décidé de continuer à étudier les modalités d'examen de ce point à sa quarante-troisième session.

XII. Examen de la période 2013-2015

(Point 12 de l'ordre du jour)

1. Délibérations

112. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi du document FCCC/SB/2015/INF.1. À sa 1^{re} séance, il est convenu d'étudier ce point en même temps que l'alinéa b) du point 6 de l'ordre du jour du SBSTA dans le cadre d'un groupe de contact coprésidé par M. Leon Charles (Grenade) et M^{me} Gertraud Wollansky (Autriche). À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁵⁶.

2. Conclusions

113. Le SBSTA et le SBI, conformément aux dispositions du paragraphe 166 de la décision 2/CP.17, et en application du mandat qui leur a été confié par le SBSTA⁵⁷ et le SBI⁵⁸ à leur quarante et unième session, ont commencé à examiner le rapport du dialogue structuré entre experts⁵⁹, dont il est question dans les conclusions du SBSTA⁶⁰ et du SBI⁶¹ sur leur quarante et unième session, et dans lequel figurent une compilation et un résumé technique des rapports de synthèse sur les réunions du dialogue structuré entre experts et les communications des Parties concernant l'examen de la période 2013-2015⁶².

114. Le SBSTA et le SBI sont convenus de poursuivre leur examen de la question à la quarante-troisième session du SBSTA (novembre-décembre 2015) et à la quarante-troisième session du SBI.

⁵⁶ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SB/2015/L.1.

⁵⁷ FCCC/SBSTA/2014/5, par. 55.

⁵⁸ FCCC/SBI/2014/21, par. 118.

⁵⁹ FCCC/SB/2015/INF.1.

⁶⁰ FCCC/SBSTA/2014/5, par. 53.

⁶¹ FCCC/SBI/2014/21, par. 116.

⁶² Soumis conformément aux dispositions du paragraphe 54 du document FCCC/SBSTA/2014/5 et du paragraphe 117 du document FCCC/SBI/2014/21.

XIII. Égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques

(Point 13 de l'ordre du jour)

Délibérations

115. Le SBI a examiné ce point à sa 1^{re} séance. Un représentant du secrétariat a fait un exposé⁶³ et le SBI a pris note des informations communiquées. Le Président a annoncé l'organisation d'un atelier de session sur les politiques relatives au climat qui favorisent l'égalité des sexes, en mettant l'accent sur l'atténuation ainsi que sur le développement et le transfert de technologies⁶⁴, organisé dans le cadre du programme de travail de Lima sur l'égalité des sexes.

XIV. Dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales

(Point 14 de l'ordre du jour)

1. Délibérations

116. Le SBI a examiné ce point à ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi du document FCCC/SBI/2015/2. Un représentant d'une Partie a fait une déclaration. À sa 1^{re} séance, le SBI est convenu d'étudier ce point dans un groupe de contact présidé par son Président. À la même séance, le Président a invité un représentant du Gouvernement français à faire une déclaration⁶⁵. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁶⁶. À cette même séance, le Président a invité un représentant du Gouvernement marocain à faire une déclaration⁶⁷.

2. Conclusions

117. La SBI a pris note du document FCCC/SBI/2015/2 et a accueilli avec intérêt les vues exprimées par les Parties, figurant dans ledit document.

118. Le SBI a remercié le Gouvernement français d'avoir offert d'accueillir à Paris (France), du lundi 30 novembre au vendredi 11 décembre 2015, la vingt et unième session de la Conférence des Parties et la onzième session de la CMP. Il a pris note avec satisfaction des préparatifs et des efforts engagés par le Gouvernement français et le secrétariat pour assurer la réussite de ces deux sessions.

119. Le SBI a recommandé que des dispositions soient prises pour organiser la réunion de haut niveau de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP en s'inspirant des efforts déployés précédemment tendant à mieux gérer le temps disponible, et pour garantir que la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui doit se tenir à Paris puisse se terminer à la date convenue. Dans cette optique, la Conférence des Parties et la CMP tiendront des séances au cours de la matinée du 11 décembre pour adopter les décisions et conclusions. Le SBI a également recommandé que, dans leurs déclarations lors des séances communes de la Conférence des Parties et de la CMP se tenant au cours de la réunion de haut niveau, les représentants des Parties, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales fassent preuve de concision et respectent la limitation du temps de parole recommandé, telle que fixée pour les sessions précédentes⁶⁸.

⁶³ Peut être consulté à l'adresse suivante : www.unfccc.int/8854.

⁶⁴ Décision 18/CP.20, par. 11.

⁶⁵ Peut être consulté à l'adresse suivante : www.unfccc.int/8854.

⁶⁶ Draft conclusions presented in document FCCC/SBI/2015/L.6.

⁶⁷ Peut être consulté à l'adresse suivante : www.unfccc.int/8854.

⁶⁸ FCCC/SBI/2014/8, par. 205.

120. Le SBI a pris note de l'évolution des négociations et de la nécessité de faire preuve d'une certaine souplesse dans l'organisation de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP. Compte tenu de l'importance politique de l'issue de la Conférence de Paris, le SBI a invité le Président désigné de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP à mettre au point, en consultation avec le secrétariat et le Bureau, les détails des dispositions à prendre pour ces deux sessions.

121. Le SBI a demandé au secrétariat de mettre les informations relatives aux dispositions finales arrêtées pour la vingt et unième session de la Conférence des Parties et la onzième session de la CMP à la disposition des Parties et des observateurs aussitôt que possible afin de leur permettre de s'organiser efficacement en vue de ces sessions.

122. Le SBI a pris note de l'initiative prise par la présidence de la vingtième session de la Conférence des Parties et de la dixième session de la CMP, la future présidence de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP et le secrétariat au sujet du Programme d'action Lima-Paris, qui met en avant les initiatives d'acteurs non étatiques. Il a encouragé le secrétariat à mettre à contribution les observateurs, y compris la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs non étatiques, pour l'organisation de débats d'experts sur des questions qui se rattachent à leur expérience et à leurs compétences en matière de lutte contre les changements climatiques.

123. Le SBI a souligné l'importance des principes qui doivent présider à la finalisation des dispositions concernant la mobilisation de haut niveau pour la participation à la Conférence de Paris, à savoir l'ouverture, la transparence et le caractère non exclusif.

124. Le SBI a pris note des vues exprimées par les Parties au sujet des éléments susceptibles de figurer aux ordres du jour provisoires de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP.

125. Le SBI a également pris note des informations communiquées par le Gouvernement marocain au sujet de l'état d'avancement de son projet d'accueillir à Marrakech la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties et la douzième session de la CMP⁶⁹. Le SBI attend avec intérêt que le Gouvernement marocain et le secrétariat communiquent des informations complémentaires au Bureau au sujet des dispositions propres à garantir que tous les éléments logistiques, techniques, juridiques et financiers requis pour l'accueil des sessions sont réunis, conformément à la résolution 40/243 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le SBI a demandé au secrétariat de lui rendre compte à sa quarante-quatrième session de l'état d'avancement des préparatifs et des dispositions à prendre concernant la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties et la douzième session de la CMP. Le SBI a demandé au secrétariat de lui rendre compte à sa quarante-quatrième session de l'état d'avancement des préparatifs et des dispositions à prendre concernant la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties et la douzième session de la CMP.

126. Le SBI a noté que, conformément au principe de roulement entre les groupes régionaux, le Président de la vingt-troisième session de la Conférence des Parties et de la treizième session de la CMP serait issu des États de l'Asie et du Pacifique. Il a invité les Parties à présenter des offres en vue d'accueillir la vingt-troisième session de la Conférence des Parties et la treizième session de la CMP.

⁶⁹ Voir la décision 24/CP.20.

127. Le SBI a recommandé que soient envisagées les dates ci-après pour les futures sessions de 2020, pour examen à la vingt et unième session de la Conférence des Parties⁷⁰ :

- a) Du lundi 1^{er} juin au jeudi 11 juin pour la première;
- b) Du lundi 9 novembre au vendredi 20 novembre pour la deuxième session.

128. Le SBI a accueilli avec satisfaction les vues exprimées par les Parties au sujet de la fréquence et de l'organisation des sessions de la Conférence des Parties, de la CMP et de leurs organes subsidiaires. Il a reconnu la nécessité de prendre en compte le rôle important de la mise en œuvre après 2015 ainsi que les répercussions de toute modification de la fréquence et de l'organisation des sessions sur les programmes de travail et les mandats pour l'après-2015. À cet égard, le SBI a demandé au secrétariat de lui soumettre, pour examen à sa quarante-quatrième session, des informations sur un calendrier sur les dix années à venir aux fins de l'organisation du processus intergouvernemental, assorti de toutes considérations et incidences budgétaires éventuelles, établies sur la base des scénarios suivants :

- a) Des sessions annuelles de la Conférence des Parties et de la CMP qui se tiennent alternativement dans un pays hôte et au siège du secrétariat;
- b) Des sessions biennales de la Conférence des Parties et de la CMP, tenant compte de la possibilité de tenir alternativement les sessions dans un pays hôte et au siège du secrétariat.

129. Le SBI a également accueilli avec intérêt les vues exprimées par les Parties concernant la modification du calendrier de l'élection du Président. Il a décidé de poursuivre à sa quarante-quatrième session l'examen de la question de la fréquence et de l'organisation des sessions et de la question de la modification du calendrier de l'élection du Président en tenant compte des scénarios exposés dans le document FCCC/SBI/2015/2 et des informations demandées au paragraphe 128 ci-dessus.

XV. Questions administratives, financières et institutionnelles

(Point 15 de l'ordre du jour)

A. Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015

(Point 15 a) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

130. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à la reprise de ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi du document FCCC/SBI/2015/INF.8. Un représentant d'une Partie a fait une déclaration. À la reprise de sa 1^{re} séance, le Président a proposé d'élaborer un projet de conclusions sur cette question, avec le concours du secrétariat et en consultation avec les Parties intéressées. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁷¹.

2. Conclusions

131. Le SBI a pris note des informations sur l'état des contributions au 15 mai 2015⁷².

132. Le SBI a remercié les Parties qui avaient versé en temps voulu leurs contributions indicatives au budget de base et leurs redevances au relevé international

⁷⁰ Sous réserve des décisions prises quant à l'organisation des futures sessions.

⁷¹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.17.

⁷² FCCC/SBI/2015/INF.8.

des transactions, et notamment les Parties qui avaient fait des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires.

133. Le SBI s'est déclaré préoccupé par les contributions non acquittées et a engagé les Parties qui ne l'avaient pas encore fait à régler leurs contributions dans les meilleurs délais.

134. Compte tenu du volume de travail considérable et du calendrier très chargé des réunions à prévoir jusqu'à la vingt et unième session de la Conférence des Parties et la onzième session de la CMP, le SBI a demandé aux Parties d'alimenter en conséquence le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et le Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires de façon à promouvoir la participation effective et inclusive de tous les pays en développement parties aux processus en cours.

B. Budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017

(Point 15 b) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

135. Le SBI a examiné ce point de l'ordre du jour à la reprise de ses 1^{re} et 2^e séances. Il était saisi des documents FCCC/SBI/2015/3 et Add.1 à 3. Un représentant d'une Partie a fait une déclaration.

136. À la reprise de la 1^{re} séance, la Secrétaire exécutive a fait une déclaration⁷³ et le SBI est convenu d'examiner ce point de l'ordre du jour dans un groupe de contact présidé par son Président. Il est également convenu de créer un groupe restreint animé par M. Nikov pour examiner la méthode de recouvrement des droits d'utilisation du relevé international des transactions (RIT) pour l'exercice biennal 2016-2017. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁷⁴.

2. Conclusions

137. Le SBI a examiné le projet de budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 et le budget du RIT pour l'exercice biennal 2016-2017⁷⁵.

138. Il a recommandé à la Conférence des Parties d'approuver à sa vingt et unième session un budget-programme de base d'un montant de 54 648 484 euros pour l'exercice biennal 2016-2017.

139. Le SBI a également recommandé à la Conférence des Parties d'autoriser la Secrétaire exécutive à mettre en œuvre les décisions qui pourraient être adoptées à sa vingt et unième session et qui ne sont pas prises en compte dans le budget approuvé, en recourant aux contributions volontaires et aux ressources disponibles au titre du budget de base.

140. Le SBI a autorisé la Secrétaire exécutive à aviser les Parties des contributions qu'elles seront appelées à verser pour 2016, calculées sur la base du montant du budget indiqué ci-dessus au paragraphe 138, compte tenu de la contribution annuelle spéciale du Gouvernement du pays hôte de 766 938 euros.

⁷³ À consulter à l'adresse suivantes : www.unfccc.int/8854.

⁷⁴ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.18.

⁷⁵ FCCC/SBI/2015/3 et Add.1 à 3.

141. Le SBI a également autorisé la Secrétaire exécutive à aviser les Parties concernées du montant de la redevance annuelle à acquitter pour 2016 au titre de la connexion de leur registre national au RIT et de l'utilisation de celui-ci ainsi que des activités correspondantes de l'administrateur du RIT.

142. Le SBI est convenu de recommander un projet de décision sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, pour examen et adoption à la vingt et unième session de la Conférence des Parties⁷⁶, un projet de décision sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 tel qu'il s'applique au Protocole de Kyoto et sur le budget du RIT, pour examen et adoption à la onzième session de la CMP⁷⁷ et un projet de décision sur la méthode de recouvrement des droits d'utilisation du RIT, pour examen et adoption à la onzième session de la CMP (pour le texte des décisions, voir les documents FCCC/SBI/2015/10/Add.1).

143. Le SBI a demandé au secrétariat de donner une vue d'ensemble des structures et organes qui, au sein du système des Nations Unies, pourraient apporter des éclaircissements aux Parties en vue de rendre le processus budgétaire plus efficace et transparent, pour examen par les Parties à la quarante-quatrième session du SBI.

C. Examen continu des fonctions et activités du secrétariat

(Point 15 c) de l'ordre du jour)

Délibérations

144. Le SBI a examiné ce point à la reprise de sa 1^{re} séance. Le SBI est convenu de reprendre l'examen de ce point à sa quarante-quatrième session.

D. Application de l'Accord de siège

(Point 15 d) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

145. Le SBI a examiné ce point à la reprise de sa 1^{re} séance et à sa 2^e séance. Le Président a invité un représentant du Gouvernement hôte et la Secrétaire exécutive à faire une déclaration⁷⁸. Un représentant d'une Partie a également fait une déclaration. À la reprise de sa 1^{re} séance, le Président a proposé de rédiger des conclusions concernant ce point, avec l'aide du secrétariat et en consultation avec les Parties intéressées. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté les conclusions ci-après⁷⁹.

2. Conclusions

146. Le SBI a noté que, d'après les renseignements fournis par le représentant du Gouvernement hôte, la construction du nouveau Centre de conférence international de Bonn était achevée, et s'est déclaré satisfait des excellentes installations offertes par ce nouveau centre à l'occasion de la quarante-deuxième session des organes subsidiaires.

147. Le SBI a remercié tant le Gouvernement hôte que la ville hôte de Bonn pour les efforts et les investissements spécialement consacrés à l'achèvement du centre de conférence, notamment les contributions financières spéciales versées à maintes reprises par le Gouvernement hôte pour les sessions du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban tenues à Bonn. Il a vivement engagé le Gouvernement hôte à continuer de soutenir le fonctionnement du Centre de conférence international de

⁷⁶ Tel que modifié oralement.

⁷⁷ Tel que modifié oralement.

⁷⁸ À consulter à l'adresse suivante : www.unfccc.int/8854.

⁷⁹ Projet de conclusions présenté dans le document FCCC/SBI/2015/L.4.

Bonn en tant que forum permanent du processus intergouvernemental lié à la Convention au siège du secrétariat. Il espérait également que les établissements hôteliers proches du centre de conférence ouvriraient dans les meilleurs délais de façon à améliorer l'offre d'hébergements commerciaux et de bureaux pour les délégations.

148. Conformément aux décisions 27/CP.19 et 25/CP.18, le SBI a de nouveau demandé au secrétariat de tirer parti au mieux de ses bureaux et du centre de conférence pour les sessions et réunions organisées au titre de la Convention, en vue de réduire les coûts et d'améliorer encore les services disponibles au siège du secrétariat.

149. Le SBI a pris note des informations figurant dans les rapports du représentant du Gouvernement hôte et de la Secrétaire exécutive selon lesquelles la conception d'une annexe à construire dans le complexe des Nations Unies pour que l'ensemble du personnel soit installé en un même lieu était en bonne voie, le début des travaux étant prévu pour janvier 2016 et la fin dans les trois ans qui suivraient.

150. Le SBI s'est félicité de la poursuite de la collaboration entre le Gouvernement hôte, le secrétariat et d'autres parties prenantes sur des sujets tels que les bureaux et salles de réunion ou encore les renseignements et services améliorés à fournir aux participants. Il a encouragé le Gouvernement hôte et le secrétariat à maintenir ce type de consultations étroites et régulières.

151. Le SBI a demandé au secrétariat de continuer, par l'intermédiaire du site Web de la Convention, d'informer les Parties de ces questions et d'autres aspects de l'application de l'Accord de siège et a invité le Gouvernement hôte et la Secrétaire exécutive à lui rendre compte, à sa quarante-sixième session (mai 2017), des progrès accomplis.

XVI. Questions diverses

(Point 16 de l'ordre du jour)

Délibérations

152. Le SBI a examiné ce point à la reprise de sa 1^{re} séance et à sa 2^e séance. Des représentants de deux Parties ont fait une déclaration. À la reprise de la 1^{re} séance, la question de l'établissement d'une liste définitive de candidats à l'élection des membres du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques a été soulevée, ainsi que la question du troisième examen du Fonds pour l'adaptation. À la même séance, le Président a proposé d'entreprendre des consultations générales sur ces questions et de présenter le résultat de celles-ci à la séance de clôture du SBI.

153. À la 2^e séance, le Président a fait part du résultat des consultations qu'il a menées et dont la teneur est exposée en détail dans les paragraphes 154 à 157 ci-après.

154. La question de l'établissement d'une liste définitive de candidats à l'élection des membres du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie a été soulevée à la réunion du Bureau du 3 juin. Le Bureau a désigné le Vice-Président de la Conférence des Parties, M. Cheik Sylla (Sénégal), pour mener des consultations sur cette question dans le cadre des consultations d'ensemble sur les candidatures aux élections que le Président de Conférence des Parties l'avait chargé de mener.

155. Lors des consultations sur les élections qu'il a tenues avec les Présidents de tous les groupes régionaux et les collectifs le 9 juin, M. Sylla a demandé à tous les groupes d'arrêter rapidement la liste des candidats et de soumettre les candidatures attendues avant la clôture des sessions à Bonn.

156. Le Président du SBI a confirmé que toutes les candidatures émanant des Parties non visées à l'annexe I et des Parties visées à l'annexe I de la Convention ont été soumises et a remercié toutes les Parties et M. Sylla d'avoir fait le nécessaire à cette fin⁸⁰ Il convient désormais de prendre des dispositions en vue de l'organisation de la première réunion du Comité exécutif.

157. Le Président a indiqué que, conformément à la décision 2/CMP.10, le SBI est prié d'entreprendre le troisième examen du Fonds d'adaptation à sa quarante-quatrième session et d'informer la CMP à sa douzième session des résultats de ses délibérations.

XVII. Clôture et rapport de la session

(Point 17 de l'ordre du jour)

1. Incidences administratives et budgétaires

158. À la 2^e séance, un représentant du secrétariat a donné une évaluation préliminaire des incidences administratives et budgétaires des conclusions adoptées pendant la session, conformément à l'article 15 du projet de règlement intérieur appliqué.

159. Le secrétariat a informé les Parties que diverses activités exécutées lors des négociations menées au cours de la session s'étaient ajoutées à l'appui déjà fourni par le secrétariat, exigeant donc des ressources en sus de celles inscrites au budget de base pour 2015 et au projet de budget pour 2016-2017, dont on trouvera le détail ci-après.

160. Au titre du point 3 c) de l'ordre du jour, le secrétariat a été chargé d'organiser un atelier avant la quarante-quatrième session du SBI ainsi que de revoir et d'actualiser un document technique sur la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales, dont le coût est estimé à 58 000 euros.

161. Le secrétariat a été prié, au titre du point 4 b), de faire tout son possible pour dispenser une formation à l'utilisation des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* à toutes les Parties non visées à l'annexe I. Le coût est estimé à 1 359 000 euros, dont 160 000 devront être versés en 2015.

162. Le secrétariat a été prié, au titre des points 9 a) et b) de l'ordre du jour, d'organiser un atelier juste avant ou juste après une session du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée afin d'examiner de quelle manière renforcer les capacités, un rapport sur la question devant être élaboré pour examen à la quarante-troisième session du SBI. Son coût est estimé à 47 000 euros.

163. Le SBI a confié au secrétariat d'autres tâches, qui s'ajoutent à celles qui sont décrites ci-dessus. Cependant, leur exécution sera financée par les ressources disponibles. Les sommes indiquées ci-dessus sont des montants préliminaires calculés sur la base des informations actuelles. Au total, des fonds supplémentaires d'un montant de 1 464 000 euros seront nécessaires pour mener à bien les activités prévues cette année et au cours de l'exercice biennal 2016-2017.

⁸⁰ Voir : http://unfccc.int/adaptation/cancun_adaptation_framework/loss_and_damage/items/8806.php.

164. Outre les incidences administratives et budgétaires des demandes faites par le SBI lors de cette session, le secrétariat a pris note des incidences des projets de décision de la session sur le budget-programme biennal et dont le SBI recommande l'adoption par la Conférence des Parties et la CMP. Les Parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur l'allocation des ressources supplémentaires que la Secrétaire exécutive avait proposé d'inscrire au budget de base, et le secrétariat a demandé instamment aux Parties qui étaient en mesure de le faire d'allouer des fonds supplémentaires pour répondre aux besoins accrus découlant : de la tenue de réunions supplémentaires des organes constitués, dans la mesure où le budget de base de l'exercice biennal 2016-2017 ne permet l'organisation que de deux, et non de trois réunions de chacun des organes; des examens des inventaires des émissions de gaz à effet de serre, de manière à prendre en compte les examens effectués dans les pays et à examiner davantage de rapports biennaux actualisés; du renforcement du programme d'adaptation dans le domaine des pertes et préjudices, du Comité de l'adaptation et du processus NAP; de l'organisation de manifestations parallèles et d'expositions et du renforcement des institutions, notamment de la sécurité de la technologie de l'information et autres fonctions essentielles des technologies de l'information et de la communication.

2. Clôture et rapport de la session

165. À sa 2^e séance, le SBI a examiné et adopté le projet de rapport de sa session⁸¹ et a autorisé le Rapporteur, avec le concours du secrétariat et suivant les indications du Président, à achever le rapport de la session et à le mettre à la disposition de toutes les Parties.

166. Des déclarations de clôture ont été faites par les représentants de sept Parties, dont une s'exprimant au nom du Groupe de Négociateurs africains, une au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement, une au nom du Groupe des 77 et de la Chine, une au nom du Groupe composite, une au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), une au nom des PMA et une au nom de l'Union européenne et de ses États membres. Des déclarations ont également été faites par des représentants d'organisations de peuples autochtones, d'organisations non gouvernementales (ONG) de défense de l'environnement, d'ONG s'occupant des droits des femmes et de l'égalité des sexes, d'ONG du monde des affaires et de l'industrie et d'ONG représentant la jeunesse. Le Président a remercié les Parties pour leur soutien et a clôturé la session.

⁸¹ FCCC/SBI/2015/L.1.

Annexe I

[*Anglais seulement*]

Summary reports on multilateral assessments at the forty-second session of the Subsidiary Body for Implementation

Background

1. The Conference of the Parties, by decision 1/CP.16, decided that developed country Parties should enhance the reporting in their national communications and submit biennial reports on their progress in achieving emission reductions. It also established a new process under the Subsidiary Body for Implementation (SBI) – international assessment and review (IAR) – that aims to promote the comparability of efforts among all developed country Parties. The first round of the IAR process is to be conducted during the period 2014–2015.
2. According to the modalities and procedures for IAR specified in annex II to decision 2/CP.17, the multilateral assessment (MA), being part of the IAR process, is to be conducted for each developed country Party at a working group session of the SBI, with the participation of all Parties. The aim of the MA is to assess each Party's progress in implementation towards the achievement of emission reductions and removals related to its quantified economy-wide emission reduction target.
3. The second MA working group session was convened during SBI 42 under the chairmanship of Mr. Amena Yauvoli (Fiji), the SBI Chair, and was preceded by a three-month period of questions and answers; in the first month, any Party may submit written questions to the Party being assessed, which may respond to the questions within the remaining two months. A summary report for each of the 24 Parties that were assessed at SBI 42 is presented below. The reports are also available on the UNFCCC website on the individual Party pages.¹
4. In closing the MA for each Party, the SBI Chair reminded the Party that it can submit any other observations on its MA process within two months of the working group session, and that they will form part of its Party record for the MA. The SBI Chair thanked all Parties and the secretariat for the successful MA working group session.

¹ See <www.unfccc.int/8451>.

Summary report on multilateral assessment of Australia

1. The first MA of Australia took place on 4 June 2015. Australia was represented by Mr. Peter Woolcott, Ambassador for the Environment.
2. Questions for Australia had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, the European Union (EU), New Zealand, Saudi Arabia, Switzerland and the United States of America. A list of the questions received and the answers provided by Australia can be found on the IAR web page for Australia.¹
3. Mr. Woolcott made an opening presentation, summarizing Australia's progress in implementation towards the achievement of emission reductions and removals related to its quantified economy-wide emission reduction targets. He also provided an update on Australia's recent policy changes concerning emission reductions. According to Mr. Woolcott, Australia is on track to meet its 2020 target, which is 5 per cent below 2000 emission levels by 2020. Based on its 2015 national greenhouse gas (GHG) inventory report, Australia overachieved its target for the first commitment period of the Kyoto Protocol by 129 million tonnes (Mt) of carbon dioxide equivalent (CO₂ eq). In addition, Australia has advanced towards its 2020 target through policy interventions, such as the improvement in energy efficiency and the facilitation of changes of the economy. A comparison of gross domestic product (GDP) and population growth with emission intensity of GDP and emissions per capita shows that Australia has decoupled its emissions from GDP and population growth.
4. In his presentation, Mr. Woolcott elaborated on the implementation of the Emissions Reduction Fund (ERF), the central piece of the 2014 Direct Action Plan, which replaced the former carbon tax. The ERF is the main mechanism for achieving the 2020 target and it aims to tackle economy-wide mitigation potential. The first auction under the ERF was held in April 2015, with over 47 Mt CO₂ eq abatement contracted. A safeguard mechanism is planned to be put in place to ensure that emission reductions purchased by the Government under the ERF are not offset by significant rises in emissions elsewhere in the economy. Apart from the ERF, policies and measures (PaMs) in place to meet Australia's 2020 target include the amended Renewable Energy Target, energy efficiency measures and the National Energy Productivity Plan.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, Fiji, Japan, New Zealand, the Republic of Korea, Saudi Arabia, Switzerland, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (United Kingdom), and the United States. These questions were on: the mitigation potential of the ERF; lessons learned from the first auction under the ERF and companies' reaction to the ERF; the mechanism to monitor the effectiveness of the ERF; the rigour of the safeguard mechanism and key issues raised during the public consultation stage of the mechanism; the conditionality and ambition of Australia's 2020 target; the role of updated GHG emission projections in policymaking; difficulties in estimating policy effects by gas; the Renewable Energy Target; and the vehicle emission standard as part of the policy package towards 2020. Questions were also raised in relation to Australia's assessment of the social and economic consequences of response measures. In response, Australia provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Australia.

¹ <<http://unfccc.int/8814.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Belgium

1. The first MA of Belgium took place on 3 June 2015. Belgium was represented by Mr. Peter Wittoeck, Head of Climate Change Section, Federal Directorate-General for the Environment.
2. Questions for Belgium had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, Canada, China, New Zealand and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Belgium can be found on the IAR web page for Belgium.¹
3. Mr. Wittoeck made an opening presentation, summarizing Belgium's progress towards the achievement of its quantified economy-wide emission reduction targets. Emissions, excluding those from the land use, land-use change and forestry (LULUCF) sector, decreased by 18.5 per cent between 1990 and 2012 despite growth in GDP and population over the same period. The emission intensity of the economy has thus decreased over this period, indicating a certain decoupling of emissions from economic growth. According to Mr. Wittoeck, Belgium is expected to achieve its target for the first commitment period of the Kyoto Protocol.
4. Mr. Wittoeck presented Belgium's target for 2020 for sectors outside the EU Emissions Trading System (EU ETS) as well as the common EU target for EU ETS as contained in the EU 2020 climate and energy package. Belgium has put in place a range of policies and measures in order to achieve its 2020 target, including for the renewable energy, building and transport sectors. Its National Climate Policy is formulated using a bottom-up approach – it is based on regional and federal climate policies.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Algeria, Brazil, China, India and the United States. The questions were on: shares of transport and commercial sectors in Belgium's GHG emissions; the inclusion of emissions from international aviation in the 2020 targets; the key policies and measures for the energy sector, in particular as related to the transport and commercial sectors; policies and measures for the agriculture and waste sectors, including those planned to increase mitigation in the agriculture sector; and the quantification of impacts of mitigation policies and measures with the greatest contribution to the achievement of Belgium's 2020 targets and their main focus in the future. Clarification was also requested on how Belgian domestic energy policy fits into the EU energy policy, division of mitigation effort between federal and regional levels, and how the Belgian National Climate Policy takes into account federal and regional policies. Belgium was furthermore asked to clarify how it plans to create incentives for other EU member States to undertake greater mitigation efforts in view of the downward trend in its own emissions since 2005. In response, Belgium provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Belgium.

¹ <<http://unfccc.int/8815.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Bulgaria

1. The first MA of Bulgaria took place on 4 June 2015. Bulgaria was represented by Ms. Veneta Borikova from the Ministry of Environment and Water.
2. Questions for Bulgaria had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Bulgaria can be found on the IAR web page for Bulgaria.¹
3. Ms. Borikova made an opening presentation, summarizing Bulgaria's progress towards the achievement of its quantified economy-wide emission reduction targets. Emissions, excluding those from the LULUCF sector, decreased by nearly 41 per cent between 1988 and 2012 mainly owing to structural changes stemming from the transition from a centrally-planned economy to a market economy.
4. Ms. Borikova presented Bulgaria's individual targets for 2020 for sectors outside the EU ETS and renewable energy set under the EU climate and energy package. Bulgaria has put in place a range of policies and measures in order to achieve its 2020 targets as part of its Third National Action Plan on Climate Change, including for the energy, household and services, waste and transport sectors. According to preliminary estimates, Bulgaria is expected to over-achieve its 2013 targets for sectors not covered by the EU ETS (non-ETS sectors), as well as its targets for renewable energy and biofuels under the EU climate and energy package.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from China and the Marshall Islands. Bulgaria was requested to clarify whether it would consider the possibility of raising its target under the EU climate and energy package in order to allow the EU to raise its target for 2020 in view of the significant projected reductions in national emissions compared with the 1990 levels. Information was also sought regarding the relationship of Bulgaria's Climate Change Mitigation Act with its Energy Act, Renewable Energy Act, Energy Efficiency Act and National Climate Action Plan. Another question related to the time frame of Bulgaria's plans for increased use of cleaner energy sources in place of coal for power generation in relation to the time frame for its planned move towards a more electrified public transport system. In response, Bulgaria provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Bulgaria.

¹ <<http://unfccc.int/8816.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Canada

1. The first MA of Canada took place on 4 June 2015. Canada was represented by Ms. Louise Métivier, Environment Canada.
2. Questions for Canada had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, the EU, New Zealand, Saudi Arabia, Sweden, Switzerland and the United States. Canada submitted written answers after the deadline. A list of the questions received and the answers provided by Canada can be found on the IAR web page for Canada.¹
3. Ms. Métivier made an opening presentation, summarizing Canada's national circumstances, the impacts of climate change felt in Canada, the institutional arrangements it has made with regard to its climate change policy, and its GHG emission trends and projections. She also summarized the steps Canada has taken towards the achievement of its quantified economy-wide emission reduction target. According to Ms. Métivier, the implementation of current PaMs will contribute a reduction of 130 Mt of CO₂ eq towards Canada's 2020 target, which is 17 per cent below 2005 emission levels by 2020, and the Party will require an additional reduction of 116 Mt CO₂ eq to reach the target. A comparison of GHG emission growth with the emission intensity of GDP shows that Canada has achieved some level of decoupling of its emissions from GDP growth.
4. Ms. Métivier emphasized that Canada's sector by sector regulatory approach focuses on the two most polluting sectors, transportation and coal-fired electricity production. Transportation emits about 25 per cent of Canada's total emissions; therefore, Canada intends to develop more stringent GHG emission standards for road transportation. Emissions from coal-fired electricity production are addressed by federal and provincial measures phasing out coal-fired electricity generation over the long term. In addition, Ms. Métivier noted that Canada puts great effort into research, development and demonstration for CO₂ storage and sequestration and that the mitigation efforts of provinces and territories are making a significant contribution to meeting the national target.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Australia, Brazil, China, the EU, Japan, New Zealand, Saudi Arabia, South Africa, Sweden and the United States. These questions were on: the use of units from LULUCF and the use of international market-based mechanisms to achieve the target; ways to deliver the required 116 Mt CO₂ eq reductions to achieve the 2020 target; the effects of current and additional PaMs; uncertainties in the estimation of emissions/removals in the LULUCF sector; new regulations in the electricity and transportation sectors; regulations addressing fluorinated gases; mapping the differences in the classification of economic sections versus the sectoral classification used by the Intergovernmental Panel on Climate Change; scale of investments in clean technologies; and the roles of provinces and territories in the implementation of the climate change policy. Questions were also raised in relation to the Party's assessment of the social and economic consequences of response measures. In response, Canada provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Canada.

¹ <<http://unfccc.int/8817.php>>.

Summary report on multilateral assessment of the Czech Republic

1. The first MA of the Czech Republic took place on 4 June 2015. The Czech Republic was represented by Mr. Pavel Zamyslicky from the Ministry of the Environment.
2. Questions for Czech Republic had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, Canada and China. A list of the questions received and the answers provided by the Czech Republic can be found on the IAR web page for the Czech Republic.¹
3. Mr. Zamyslicky made an opening presentation, summarizing the Czech Republic's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. Under the Convention, the Czech Republic participates in the EU joint economy-wide emission reduction target to achieve a 20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 (base year) level. The target for the EU and its member States is formalized in the EU climate and energy package, which includes the EU ETS and the effort-sharing decision (ESD). Under the ESD, the Czech Republic has a target to limit emission growth to 9 per cent above the 2005 level by 2020 (+9 per cent) from sectors covered by the ESD. In line with the EU approach to its target, the Czech Republic does not include emissions or removals from the LULUCF sector in defining its quantified economy-wide target. The ESD also includes binding renewable energy goals and non-binding energy efficiency goals for each member State. The Czech Republic has a binding renewable energy goal to achieve a 13 per cent share of renewable energy in its gross total final energy consumption. Its non-binding energy efficiency goal is to achieve additional energy savings of 13.27 TWh by 2020.
4. The Czech Republic's total GHG emissions excluding emissions and removals from LULUCF decreased by 31.5 per cent between 1990 and 2011, with projections showing a continuous decrease in emissions up to 2020. In order to meet its 2020 targets, the Czech Republic is currently drafting the Climate Protection Policy, which will include the implementation of the EU climate and energy package, as well as its emission reduction targets for 2020 under the Convention. In addition, the Czech Republic is preparing the State Energy Policy, which includes a 30-year outlook for identifying energy management objectives. Across the EU, it is expected that the market mechanism of the EU ETS will guarantee that emissions from sectors under this scheme will achieve the 2020 target of 21 per cent below the 2005 level. Under the ESD, the Czech Republic is expected to meet its emission reduction target as well as its renewable energy and energy efficiency goals.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China and the United States. The questions received focused on: whether the Czech Republic is considering increasing its emission reduction target for 2020 since the current target has already been met; what, if any, market-based mechanisms will be used to achieve its targets; whether the Czech Republic is considering adopting additional PaMs to address its emissions not covered by the EU ETS; what PaMs addressing the implementation of new nuclear energy and other renewable energy sources (RES) are in place, and whether or not there are interim targets prior to 2020 for the implementation of such sources. In response, the Czech Republic provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Czech Republic.

¹ <<http://unfccc.int/8818.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Estonia

1. The first MA of Estonia took place on 4 June 2015. Estonia was represented by Mr. Meelis Münt from the Ministry of the Environment.
2. Questions for Estonia had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Estonia can be found on the IAR web page for Estonia.¹
3. Mr. Münt made an opening presentation, summarizing Estonia's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. He elaborated on the national circumstances of Estonia as a small economy and member State of the EU. Estonia is committed to contribute to the emission reduction target of the EU under the Convention and its Kyoto Protocol. Under the ESD, Estonia has a target of limiting the growth of its emissions in the non-ETS sectors to 11 per cent by 2020 compared with the 2005 level (+11 per cent). He explained that the target of the first commitment period of the Kyoto Protocol had been overachieved, with an emission reduction of 52.8 per cent in 2012 compared with the 1990 level. This was partly due to a decoupling of economic growth and GHG emissions from 1990 to 2012, when GDP, after an initial decline in the 1990s, almost doubled, while emissions halved. Although emissions decreased in all sectors, the most significant reductions could be observed in the energy and agriculture sectors. However, in 2012, energy remained the most significant sector in terms of GHG emissions, with a share of 87.9 per cent of the total.
4. Successful implementation of national PaMs has led to a transformation of the energy supply structure towards an increase in the share of renewables to 25 per cent in gross final energy consumption in 2014; limitations on oil shale extraction to 20 million t/year; an efficiency improvement in the use of oil shale; investments in climate change mitigation and energy efficiency measures of more than EUR 700 million; and environmental taxation reaching 2.8 per cent of GDP. In addition, several strategies and plans are under preparation to achieve the Party's long-term targets, including the Estonian Low Carbon Road Map up to 2050, the Estonian National Development Plan of the Energy Sector up to 2030, the National Development Plan for the Use of Oil Shale 2016–2020 and the national Climate Change Adaptation Strategy up to 2030. Thus, Estonia projects further significant emission reductions and expects to fulfil its commitments for 2020.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from China and the Republic of Korea. The questions were on emission levels and trends in the energy and LULUCF sectors, and the specific measures to reduce GHG emissions in the industrial processes and agriculture sectors. In response, Estonia provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Estonia.

¹ <<http://unfccc.int/8819.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Germany

1. The first MA of Germany took place on 4 June 2015. Germany was represented by Mr. Martin Weiß from the Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety.
2. Questions for Germany had been submitted in writing two months before the working group session by Australia, Brazil, China, New Zealand, Saudi Arabia and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Germany can be found on the IAR web page for Germany.¹
3. Mr. Weiß made an opening presentation, summarizing Germany's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. He explained that Germany, as a member State of the EU, has a target under the ESD to reduce its emissions in the non-ETS sectors by 14 per cent by 2020 compared with the 2005 level. In addition, Germany has a national target of reducing its GHG emissions by 40 per cent by 2020 compared with the 1990 level. He also described the targets for Germany's energy transition plan for the period up to 2050, which aims to reduce GHG emissions, increase the share of renewable energy and improve energy efficiency. GHG emissions are estimated to be 27 per cent lower in 2014 compared with 1990, a reduction that was achieved despite the economic growth of 39 per cent in the same period. All sectors contributed to these emission reductions, with highest absolute reductions in the energy sector and highest relative reductions in the waste sector as a result of the banning of landfilled waste.
4. The main PaMs that contributed to the reduction are the Renewable Energy Act, energy taxes, transport efficiency measures, building efficiency measures and corresponding support programmes and all EU-wide mitigation PaMs. In addition to emission reductions, the successful implementation of these PaMs led to a significant creation of jobs in the areas of renewable energy and energy efficiency technologies. According to the latest projections, Germany can achieve an emission reduction of 33–34 per cent by 2020 with existing PaMs. To close the gap to its national target of a 40 per cent reduction, the Federal Cabinet adopted the Climate Action Programme 2020 in December 2014. The programme is also considered an important milestone towards reaching its 2050 target of an emission reduction of 80–95 per cent, as it outlines the process for the elaboration of the Climate Policy Plan 2050, to be developed by 2016. The development of the Climate Policy Plan will be underpinned by a broad dialogue and participation process during 2015–2016 and will focus on long-term climate targets.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, Fiji, Japan, Maldives, New Zealand, the Republic of Korea, Saudi Arabia and the United States. The questions were on: clarification regarding Germany's national target and the target under the ESD, including their comparability and the potential effects of a more ambitious national target on other EU member States; progress made in the optimization of the introduction of RES, including feed-in tariffs and the types of incentives for private households for installing solar energy generation devices; the PaMs to incentivize and protect investments for energy transformation; specifics of the PaMs affecting the waste sector; PaMs affecting shipping emissions; the status of implementation of PaMs in the Climate Action Programme; drivers of emission trends in recent years; the projected share of renewables and other energy sources in the energy mix by 2020 and the Party's experiences in comparing the national GHG emission inventory with external data. Questions were also raised in relation to Germany's assessment of the social and economic consequences of response measures. In response, Germany provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Germany.

¹ <<http://unfccc.int/8820.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Greece

1. The first MA of Greece took place on 4 June 2015. Greece was represented by Mr. Ioannis Ziomas, Advisor to the Minister of Environment, Energy and Climate Change.
2. Questions for Greece had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Greece can be found on the IAR web page for Greece.¹
3. Mr. Ziomas made an opening presentation, summarizing Greece's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. Under the Convention, Greece is committed to the EU joint economy-wide emission reduction target to achieve a 20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 (base year) level. The target for the EU and its member States is formalized in the 2020 EU climate and energy package, which includes the EU ETS and the ESD. Under the ESD, Greece has an emission reduction target of 4 per cent below the 2005 level by 2020 for the sectors covered by the ESD. In line with the EU approach to its target, Greece does not include emissions or removals from LULUCF sector in defining its quantified economy-wide emission reduction target. The ESD also includes binding renewable energy goals and non-binding energy efficiency goals for each EU member State. Greece has a binding renewable energy goal of achieving an 18 per cent share of renewable energy in its gross total final energy consumption, which it voluntarily increased to 20 per cent. Regarding energy efficiency, Greece has a non-binding goal to limit its final energy consumption to 18.4 Mtoe by 2020.
4. To meet its 2020 targets, Greece has various PaMs in place, including the PaMs for the promotion of RES and the promotion of natural gas. The PaM for the promotion of RES includes Greece's national renewable energy action plan and a feed-in tariff for incentivizing the installation of renewable energy. Under the PaM for the promotion of natural gas, Greece undertook a number of actions from 1996 to 2013, such as maintaining no excise duty, developing natural gas infrastructure and encouraging fuel switching. Greece's emissions and removals for 2012 were estimated to be 5.8 per cent above the 1990 level excluding LULUCF, with the projections showing a slight decrease in emissions by 2020 compared with the 1990 level. Across the EU, it is expected that the market mechanism of the EU ETS will guarantee that emissions from the sectors covered by the EU ETS will be in line with the 2020 target of 21 per cent below the 2005 level. Under the ESD, Greece is expected to meet its emission reduction target as well as its renewable energy and energy efficiency goals.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, India and the United States. The questions focused on: what domestic PaMs are in place to fulfil Greece's 2020 target for the non-ETS sectors; whether the economic situation in Greece has the potential to affect its climate change actions; whether Greece will continue to modify its feed-in tariff rates to encourage renewable energy deployment and use; how Greece plans to address the rising emissions from the transport sector; and Greece's use of biodiesel and whether it will consider the use of bioethanol. In response, Greece provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Greece.

¹ <<http://unfccc.int/8821.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Hungary

1. The first MA of Hungary took place on 4 June 2015. Hungary was represented by Mr. Akos Lukacs, Head of Climate Policy Department, Ministry of National Development.
2. Questions for Hungary had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Hungary can be found on the IAR web page for Hungary.¹
3. Mr. Lukacs made an opening presentation, addressing the questions received prior to the working group session and the answers provided. He described the historical and projected impacts of climate change in Hungary for the period 1901–2100. In addition, he explained the emission trends in Hungary for the period 1990–2012. He then elaborated on the national circumstances of Hungary, which experienced a significant reduction (by 36 per cent during 1990–2012) in GHG emissions owing to the collapse of the central planning economic system. In the period after 1992, Hungary demonstrated a significant economic restructuring, reduction in energy intensity and decoupling of economic development from the emission trajectory.
4. Mr. Lukacs explained that, as a EU member State, since 2004 Hungary has been committed to achieving a joint unconditional quantified economy-wide emission reduction target of 20 per cent below the 1990 level by 2020. This target is formalized in the EU climate and energy package, which includes the EU ETS and the ESD. Under the ESD, Hungary has committed to a target of limiting its emissions growth to 10 per cent compared with the 2005 level by 2020. In 2012, emissions from sectors covered by the ESD were already 18 per cent below the 2005 level. Hungary appears to be on track to meet its target and is likely to overachieve it.
5. Regarding the progress made towards achieving the 2020 targets, it was acknowledged that a number of PaMs have been put in place by Hungary to address its joint EU commitments under the Convention and its Kyoto Protocol. Hungary's major PaMs include its National Climate Change Strategies, the Decarbonisation Roadmap, the Green Investment Scheme and the measures to promote the use of RES, energy efficiency improvements and an increase in the use of biofuels.
6. The opening presentation was followed by questions from Algeria and China on the following: the projected GHG emissions by 2020; PaMs included in the emission projection scenario for the period ending in 2020; and institutional arrangements and financial provisions made for the implementation of those PaMs. In response, Hungary provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Hungary.

¹ <<http://unfccc.int/8822.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Iceland

1. The first MA of Iceland took place on 4 June 2015. Iceland was represented by Mr. Hugi Ólafsson, Department of Oceans, Water and Climate, Ministry for the Environment and Natural Resources.
2. Questions for Iceland had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, Canada, China, the EU, New Zealand and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Iceland can be found on the IAR web page for Iceland.¹
3. Mr. Ólafsson made an opening presentation, summarizing Iceland's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. Mr. Ólafsson highlighted Iceland's unique GHG emission profile, where emissions from industrial processes are the major contributor to the total national GHG emissions without emissions from LULUCF. The total GHG emissions increased by 26 per cent from 1990 to 2012.
4. Mr. Ólafsson noted that Iceland, jointly with the EU, participates in efforts to reach the economy-wide emission reduction target for the second commitment period of the Kyoto Protocol of reducing GHG emissions by 20 per cent by 2020 compared with the 2005 level. Iceland intends to contribute to the achievement of this target by participating in the EU ETS and by implementing mitigation actions in the non-ETS sectors. The mitigation action plan that Iceland has put in place aims to reduce national GHG emissions, and in particular GHG emissions from non-ETS sectors, by 20 per cent by 2020 compared with the 2005 level. Iceland has identified significant mitigation potential in afforestation and revegetation as well as in the transport and fisheries sectors.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from China and India. These questions were on the PaMs targeted at the reduction of GHG emissions from heavy industry and research on hydrogen vehicles. In response, Iceland provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Iceland.

¹ <<http://unfccc.int/8823.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Ireland

1. The first MA of Ireland took place on 4 June 2015. Ireland was represented by Ms. Petra Woods, Assistant Principal Officer, Climate Policy Section, Department of the Environment, Community and Local Government.
2. Questions for Ireland had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China and New Zealand. A list of the questions received and the answers provided by Ireland can be found on the IAR web page for Ireland.¹
3. Ms. Woods made an opening presentation, summarizing Ireland's progress in implementation towards the achievement of emission reductions and removals related to its quantified economy-wide emission reduction targets.
4. Ms. Woods presented Ireland's target under the Convention as a contribution to the quantified economy-wide emission reduction target of the EU and its member States to reduce GHG emissions by 20 per cent by 2020 compared with the 1990 level. In this context, some 27 per cent of Ireland's GHG emissions are covered and regulated by the EU ETS, with no specific target for Ireland but with an overall and decreasing cap set at the EU level to achieve an absolute emission reduction in the covered sectors of 21 per cent relative to the 2005 level by 2020. In addition, Ireland has a target for the non-ETS sectors to reduce GHG emissions by 20 per cent relative to the 2005 level.
5. In her presentation, Ms. Woods highlighted that Ireland is making progress in its contribution to the joint EU emission reduction target, including through the possible use of units from market-based mechanisms under the Convention. Key PaMs put in place to achieve Ireland's targets include: a carbon tax, in place since 2009; private car taxation based on CO₂ emissions, in place since 2008; feed-in tariffs for renewable energy; improved building standards; and afforestation and improved land management. In addition, Ireland is focusing on agricultural research since the agriculture sector is responsible for about 45 per cent of Ireland's GHG emissions from the non-ETS sectors.
6. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, India and New Zealand. The questions were on: the quantification of the effects of Ireland's PaMs; Ireland's plans to use clean development mechanism (CDM) credits to comply with its targets and whether it restricts the purchase of CDM credits to specific developing countries; and Ireland's smarter travel policy in the context of reducing GHG emissions from the transport sector. In response, Ireland provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Ireland.

¹ <<http://unfccc.int/8824.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Japan

1. The first MA of Japan took place on 4 June 2015. Japan was represented by Mr. Hideaki Mizukoshi, Deputy Director-General, International Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs.
2. Questions for Japan had been submitted in writing two months before the working group session by Australia, Belgium, Brazil, China, the EU, New Zealand, Saudi Arabia, Switzerland, the United Kingdom and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Japan can be found on the IAR web page for Japan.¹
3. Mr. Mizukoshi made an opening presentation, summarizing Japan's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets.
4. Mr. Mizukoshi presented Japan's GHG emission trends by sector and by gas and explained how they are linked to changes in national circumstances, more specifically the Great East Japan Earthquake, which led to the shutdown of Japan's 48 nuclear power stations. He also explained how changes in national circumstances modified the trend in electricity supply sources, the energy consumption pattern and the GHG emission intensity of the economy.
5. Furthermore, Mr. Mizukoshi reported that Japan achieved its emission reduction target for the first commitment period of the Kyoto Protocol using removals by forests and other carbon sinks, as well as units from mechanisms under the Kyoto Protocol. He then presented Japan's quantified economy-wide GHG emission reduction target for 2020 and its underlying assumptions, followed by emission projections by sector and by gas for up to 2020. He explained the main PaMs on which Japan relies to reduce emissions (the Basic Environment Law and Basic Environment Plan, and the Act on Promotion of Global Warming Countermeasures) and presented the joint crediting mechanism that Japan plans to use to achieve its 2020 target.
6. The opening presentation was followed by interventions and questions from Australia, Belgium, Brazil, Canada, China, Fiji, New Zealand, the Republic of Korea, Saudi Arabia, the United Kingdom and the United States. The questions were on: Japan's revision of its 2020 target (3.8 per cent below the 2005 emission level) and how Japan will ensure that the target will not be weakened; Japan's participation in the second commitment period of the Kyoto Protocol; civil-society actions, a low-carbon society and regional development; Japan's plans for the future use of its nuclear energy production capacity; Japan's strategy for reducing emissions from shipping; the estimated quantitative mitigation effects of Japan's PaMs and the PaMs that are expected to contribute the most to reducing emissions; and the joint crediting mechanism (the rationale behind it, how credits would be shared among Parties, and the independent nature of the verification of, and accounting rules for, the mechanism). Questions were also raised in relation to the Party's assessment of the social and economic consequences of its response measures. In response, Japan provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Japan.

¹ <<http://unfccc.int/8825.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Liechtenstein

1. The first MA of Liechtenstein took place on 5 June 2015. Liechtenstein was represented by Ms. Heike Summer, Office of Environment.
2. Questions for Liechtenstein had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, the EU and the Netherlands. A list of the questions received and the answers provided by Liechtenstein can be found on the IAR web page for Liechtenstein.¹
3. Ms. Summer made an opening presentation, summarizing Liechtenstein's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. She outlined the national circumstances of Liechtenstein, which is a very small country with small and medium-sized enterprises and an export-oriented economy. She explained that, although its impact on global emissions is insignificant, Liechtenstein takes its commitments regarding climate change seriously. Liechtenstein's economy-wide emission reduction target corresponds to a 20 per cent emission reduction by 2020 compared with the 1990 level. Although Liechtenstein experienced significant economic and population growth, by 230 and 25 per cent, respectively, between 1990 and 2012, the emission level in 2012 was slightly below the level in 1990.
4. Given that Liechtenstein's energy sector contributed 84 per cent of its total GHG emissions in 2012, Liechtenstein's PaMs are targeted mainly at that sector. The most important supporting legislation includes: the Emissions Trading Act, which stipulates Liechtenstein's participation in the EU ETS; the Energy Efficiency Act, which regulates financial support for energy efficiency measures and measures to increase the share of RES; and the Carbon Dioxide Act. A new version of the National Climate Strategy is expected by the end of 2015. In addition, Liechtenstein has been investing in photovoltaic installations since 2008, resulting in an installed capacity increase from 1,170 MWh in 2009 to 15,550 MWh in 2014. Other measures that are specific to the national circumstances of Liechtenstein include the commissioning of a wood-fired power station and a steam pipeline from a waste incineration plant in neighbouring Switzerland. Regarding forests, Ms. Summer explained that wooded area comprises 41 per cent of Liechtenstein's total area and that most of the forest is protected forest with provisions that prohibit deforestation.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, the Netherlands and New Zealand. The questions related to: Liechtenstein's plans to use units from market-based mechanisms to achieve its emission reduction targets; additional measures planned to achieve its targets; the relationship between its target under the Convention and that under the Kyoto Protocol; the implementation status and expected effect of its infrastructure measures relating to railways; and the contribution of Liechtenstein's mitigation actions to the observed trend in the emission intensity of its economy. In response, Liechtenstein provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Liechtenstein.

¹ <<http://unfccc.int/8826.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Lithuania

1. The first MA of Lithuania took place on 5 June 2015. Lithuania was represented by Ms. Stasile Znutiene, Ministry of Environment.
2. Questions for Lithuania had been submitted in writing two months before the working group session by China. A list of the questions received and the answers provided by Lithuania can be found on the IAR web page for Lithuania.¹
3. Ms. Znutiene made an opening presentation, summarizing Lithuania's progress in implementation towards the achievement of emission reductions and removals related to its quantified economy-wide emission reduction targets. GHG emissions excluding the LULUCF sector in Lithuania in 2012 showed a decrease of 55.6 per cent compared with the 1990 level, while GDP increased by 25 per cent over the same period, indicating a decoupling of GHG emissions from economic growth. According to Ms. Znutiene, Lithuania overachieved its emission reduction target for the first commitment period of the Kyoto Protocol.
4. Ms. Znutiene presented Lithuania's 2020 targets at a disaggregated level, covering its targets under the EU ETS and for sectors outside the EU ETS, as well as targets for renewable energy, biofuels in transport and improvements in energy efficiency. According to historical data and current GHG emission projections, Lithuania is on track to meet its targets. By 2012 energy consumption in Lithuania had reduced by almost 5 per cent compared with the 2009 level, while nearly 21.7 per cent of the total energy consumed came from RES, against the target of 23 per cent by 2020. For the non-ETS sectors, Lithuania is on track to meet its 2020 target with the use of additional measures. Key PaMs are in place to ensure the achievement of Lithuania's 2020 targets, including the overarching National Strategy for Climate Change Management Policy for the period 2013–2050, the Action Plan to operationalize the Strategy for the period 2013–2020, and sector-specific PaMs, as well as related economic instruments and financial support mechanisms.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, India and the Republic of Korea. The questions were on: Lithuania's further plans and policies to reduce emissions from the transport and agriculture sectors; the key drivers for the 56 per cent decrease in GHG emissions by 2012 compared with the 1990 level; the main reasons for the sharp decrease in GHG emissions during the period 1990–1992; the coverage of tariff subsidies as an economic instrument; and the development of RES, including the institutional mechanism in place and specific policies on biofuel. In response, Lithuania provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Lithuania.

¹ <<http://unfccc.int/8870.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Malta

1. The first MA of Malta took place on 5 June 2015. Malta was represented by Ms. Simone Borg, Ambassador of the Ministry for Sustainable Development, the Environment and Climate Change, and Ms. Claire Qoul from the same ministry.
2. Questions for Malta had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Malta can be found on the IAR web page for Malta.¹
3. Ms. Borg made an opening presentation, summarizing Malta's progress in implementation towards the achievement of emission reductions and removals related to its quantified economy-wide emission reduction targets. She elaborated on the national circumstances of Malta, which are key to explaining the emission profile of Malta and the country's limited potential in the development of RES. The GHG emission intensity decreased by 56 per cent in 2012 compared with the 1990 level, while national GDP per capita increased by 260 per cent, indicating a decoupling of GHG emissions from economic growth in Malta.
4. Ms. Qoul presented Malta's target for 2020 in the context of the EU climate and energy package, with an emphasis on Malta's emission reduction target for sectors outside the EU ETS. As a member State of the EU, Malta has a target under the ESD to limit the growth of its emissions in the non-ETS sectors by 5 per cent by 2020 compared with the 2005 level. Despite the limited mitigation potential in Malta, the existing PaMs in the transport, agriculture and waste sectors are projected to produce mitigation effects that will keep Malta on track to meet its 2020 target for sectors outside the EU ETS. In addition, Ms. Qoul elaborated on the Party's PaMs in electricity generation, which will make a major contribution to the overall GHG emission reduction in Malta in the lead-up to 2030.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Algeria, Botswana and China. These questions were on the limited potential for the development of large-scale and centralized RES and of distributed RES, and the drivers of the decrease in GHG emissions during 2015–2016. A point was also raised on Malta's financial support for the efforts of developing countries to tackle climate change. In response, Malta provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Malta.

¹ <<http://unfccc.int/8827.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Monaco

1. The first MA of Monaco took place on 5 June 2015. Monaco was represented by Mr. Patrick Rolland, Department of the Environment.
2. Questions for Monaco had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, the EU and the Netherlands. A list of the questions received and the answers provided by Monaco can be found on the IAR web page for Monaco.¹
3. Mr. Rolland made an opening presentation, summarizing Monaco's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. He explained the national circumstances of Monaco, which is a very small country and a net importer of energy. Energy is the main source of GHG emissions in Monaco, contributing more than 90 per cent of its total emissions and originating in equal shares from waste incineration, buildings and transport. Since 2000 a gradual decrease in emissions has been observed, which led to emissions in 2012 being 13 per cent lower than the base year level, compared with its target of an 8 per cent emission reduction for the first commitment period of the Kyoto Protocol. The main PaMs contributing to the emission decrease include: a cap on the annual waste capacity of the waste incineration plant; urban renewal; the banning of domestic fuel boilers in new buildings; and the clean mobility policy.
4. Regarding its mitigation targets under the Convention, Monaco is committed to reducing its emissions by 30 per cent by 2020 and by 80 per cent by 2050 compared with the 1990 level, and to achieving carbon neutrality by 2050. LULUCF is not accounted for as it comprises only 0.04 per cent of Monaco's total annual emissions. In addition to its climate commitments, Monaco is also committed to increasing energy efficiency in buildings by 20 per cent, to achieving a 20 per cent share of RES in its final energy production and to keeping electricity consumption stable by 2020. To achieve those targets, Monaco implemented its Energy and Climate Action Plan. According to its GHG emission projections, meeting its targets by 2020 will not be ensured by domestic emission reductions alone. Hence, Monaco is currently defining and implementing additional PaMs to achieve its 2020 and longer-term targets, including: the prevention of waste production and the renewal of the waste treatment facility; the promotion of clean vehicles, soft mobility and infrastructure for intra-urban logistics; and, in buildings, the gradual substitution of fossil fuels for renewable energy along with energy efficiency measures.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, India, New Zealand, the Republic of Korea and the United Republic of Tanzania. The questions related to: PaMs to reduce emissions from transport; PaMs to increase the share of biofuels; subsidies for domestic households; measures to reduce electricity consumption, also targeting the import of electricity; emission trends in the most recent years; Monaco's participation in activities related to reducing emissions from international aviation; and how emission reduction efforts in Monaco are influenced by its dependency on international and cross-border cooperation. In response, Monaco provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Monaco.

¹ <<http://unfccc.int/8828.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Norway

1. The first MA of Norway took place on 5 June 2015. Norway was represented by Mr. Peer Stiansen, Senior Adviser, Ministry of Climate and Environment.
2. Questions for Norway had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, Canada, China, the EU, New Zealand, Switzerland and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Norway can be found on the IAR web page for Norway.¹
3. Mr. Stiansen made an opening presentation, summarizing Norway's progress in implementation towards the achievement of emission reductions and removals related to its quantified economy-wide emission reduction targets.
4. Under the Convention, Norway made a commitment to reduce its GHG emissions by 30 per cent by 2020 compared with the 1990 level. This target will be reached by Norway through its commitment for the second commitment period of the Kyoto Protocol, with average annual emissions over the period 2013–2020 projected to be at 84 per cent of the 1990 level. Mr. Stiansen highlighted Norway's long-term objective to become a low-emission society and reach carbon neutrality by 2050 (2030 if part of an ambitious new global climate agreement).
5. In his presentation Mr. Stiansen outlined that Norway is on track to achieve its emission reduction target under the Convention. Achieving it will require enhanced domestic efforts as well as the use of units from market-based mechanisms under the Convention, both by purchasing assigned amount units and certified emission reductions/emission reduction units through the EU ETS and by purchasing CDM credits through the Norwegian purchase programme.
6. With regard to Norway's key domestic PaMs, Mr. Stiansen stated that Norway is building its climate change policy based on a comprehensive set of PaMs, with some 80 per cent of its emissions being already subject to fiscal and economic instruments (carbon taxes and/or emissions trading). Most notable in the Norwegian policy mix are CO₂ taxes in the transport sector and the offshore petroleum sector, equivalent taxes on hydrofluorocarbons/perfluorocarbons, and the EU ETS, which covers more than 50 per cent of Norway's domestic emissions. In addition, Mr. Stiansen emphasized the importance of advancing CO₂ capture and storage technologies for achieving Norway's long-term goal of reaching carbon neutrality.
7. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China, the EU, Fiji, India, Japan, New Zealand, the Republic of Korea, Samoa, South Africa, Switzerland and the United States. These questions were related to: success factors and the quantification of the effects of PaMs in Norway, in particular relating to fiscal and economic instruments; the application of renewable energies in the energy mix in the energy and transport sectors; the Norwegian purchase programme for CDM credits, its volume and its purchase criteria; and emissions and removals from the land sector. In response, Norway provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Norway.

¹ <<http://unfccc.int/8829.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Poland

1. The first MA of Poland took place on 5 June 2015. Poland was represented by Ms. Sylwia Waśniewska, Institute of Environmental Protection.
2. Questions for Poland had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, Saudi Arabia, Switzerland and the United States. A list of the questions received and the answers provided by Poland can be found on the IAR web page for Poland.¹
3. Ms. Waśniewska made an opening presentation, summarizing Poland's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. GHG emissions in Poland had decreased by 29 per cent by 2012 compared with the base year level. Thus, Poland's emissions are well below its target for the first commitment period of the Kyoto Protocol, which corresponds to an emission reduction of 6 per cent compared with the base year level. While emissions decreased, GDP increased significantly over the same period, signalling a decoupling of GDP from emission growth, owing to economic and technological changes and a significant drop in the emission intensity of Poland's energy use. Poland is committed to contributing to the target of the EU under the Convention and its Kyoto Protocol of a 20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 level. In accordance with the ESD, Poland has a target to limit the growth in its emissions from the non-ETS sectors to 14 per cent by 2020 compared with the 2005 level (+14 per cent). In addition, Ms. Waśniewska explained Poland's targets regarding the share of renewables in its final energy consumption, the share of biofuels in transport fuel, and energy efficiency.
4. According to its GHG emission projections, Poland expects emission levels that are 32 per cent lower in 2020 and 36 per cent lower in 2030 than the base year level, with emissions from energy and agriculture expected to decrease the most. Also, emissions from the non-ETS sectors are expected to stay well below the target trajectory, reflecting the target under the ESD for 2020. Thus, Poland expects to meet its emission reduction targets with domestic measures only. Ms. Waśniewska presented the key elements of the Polish climate policy, including its main strategies, the Energy Policy of Poland until 2030, the Renewable Energy Sources Act and the National Energy Efficiency Action Plan. In addition, she explained that the energy policy is currently being updated. It will be extended to 2050 and will be published in 2016. She further explained that the National Programme for the Development of a Low-Emission Economy, which aims to identify key areas for emission reductions, will be published in 2015.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Australia, Brazil, China, the Republic of Korea, Saudi Arabia and the United States. Questions were raised regarding: the envisaged shares of different energy sources including nuclear energy in Poland's final energy consumption by 2020 and 2030 according to the new energy policy; whether some of the PaMs included in the new energy policy are expected to show a mitigation effect before 2020; the effect of Poland's PaMs; specific PaMs targeting emissions from coal use; the economic feasibility of CO₂ capture and storage in Poland; PaMs in the non-ETS sectors; and Poland's use of units from market-based mechanisms to achieve its targets. Questions were also raised in relation to Poland's assessment of the social and economic consequences of its response measures. In response, Poland provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Poland.

¹ <<http://unfccc.int/8830.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Romania

1. The first MA of Romania took place on 5 June 2015. Romania was represented by Ms. Alina Boldea from the Directorate General for European Affairs and International Relations.
2. Questions for Romania had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Romania can be found on the IAR web page for Romania.¹
3. Ms. Boldea made an opening presentation, summarizing Romania's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. Under the Convention, Romania participates in the EU joint economy-wide emission reduction target to achieve a 20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 (base year) level. The target for the EU and its member States is formalized in the EU climate and energy package, which includes the EU ETS and the ESD. Under the ESD, Romania has a target of limiting emission growth to 19 per cent above the 2005 level by 2020 (+19 per cent) from sectors covered by the ESD. In line with the EU approach to its target, Romania does not include emissions or removals from the LULUCF sector in defining its quantified economy-wide target. The ESD also includes binding renewable energy goals and non-binding energy efficiency goals for each member State. For Romania, it specifies a binding renewable energy goal of a 24 per cent renewable energy share in its gross total final energy consumption. Regarding energy efficiency, Romania has a non-binding goal to achieve 30.32 Mtoe of primary energy consumption by 2020.
4. The key policy framework related to climate change in Romania is the National Strategy for Climate Change 2013–2020, which addresses the achievement of Romania's national objectives and greenhouse gas emission targets for 2020, as well as the adaptation measures needed to allow society and ecosystems to adapt to climate change. Specifically, the National Strategy takes into account relevant EU policies, such as the EU climate and energy package referred to in paragraph 5 above. Romania's total GHG emissions excluding emissions and removals from LULUCF decreased by 49.5 per cent between 1990 and 2011, with projections showing an emission increase up to 2020. Across the EU, it is expected that the market mechanism of the EU ETS will guarantee that emissions from sectors under this scheme (mainly large point sources such as power plants and industrial facilities) will achieve the 2020 target of 21 per cent below the 2005 level. Under the ESD, Romania is expected to meet its emission reduction target as well as its renewable energy and energy efficiency goals.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from China and the Republic of Korea. The questions were related to the drivers of Romania's projected increase in GHG emissions and the impact of the EU ETS, energy efficiency and renewable energy deployment on emission reductions. In response, Romania provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Romania.

¹ <<http://unfccc.int/8831.php>>.

Summary report on multilateral assessment of the Russian Federation

1. The first MA of the Russian Federation took place on 5 June 2015. The Russian Federation was represented by Ms. Dinara Gershinkova, Deputy Head of Special and Scientific Programmes, Federal Service for Hydrometeorology and Environmental Monitoring
2. Questions for the Russian Federation had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, the EU, New Zealand, Saudi Arabia, Sweden, Switzerland and the United States. A list of the questions received and the answers provided by the Russian Federation can be found on the IAR web page for the Russian Federation.¹
3. Ms. Gershinkova made an opening presentation, summarizing the Russian Federation's progress towards the achievement of its emission limitation and reduction commitment related to its quantified economy-wide emission reduction targets. Ms. Gershinkova initially referred to the questions received prior to the working group session and the answers provided. She then described how the target for the first commitment period of the Kyoto Protocol has been overachieved by a large margin, in particular owing to the adoption of legislation for energy efficiency improvement and renewable energy development and the results delivered by these policies. Ms. Gershinkova emphasized the observed decoupling of emission growth from economic growth in the country since 2000, which is also a result of increased energy efficiency and the structural economic changes that occurred in the Russian Federation.
4. Ms. Gershinkova also provided details of the Russian Federation's target under the Convention, which corresponds to the limitation of emissions to a level of no more than 75.0 per cent of the 1990 level by 2020. She described the action plan for 2014–2017 adopted by the Government containing economy-wide measures that support the achievement of this target, such as State regulations on GHG emissions in various economic sectors, including carbon market mechanisms, and indicated that the LULUCF sector is not included in the target. She further elaborated on PaMs in the LULUCF sector, highlighting the importance of this sector and its contribution to addressing climate change in the Russian Federation, and the implementation of a wide range of measures for the sector for the period 2013–2020.
5. Ms. Gershinkova indicated that the Russian Federation is on track to achieve its target under the Convention, which is supported by different emission projection scenarios developed by independent groups. In the “with additional measures” scenario, which involves measures such as CO₂ capture and storage, the Russian Federation would achieve a level of GHG emissions corresponding to 66.9 per cent of the 1990 level, which is below the 75.0 per cent specified in the target. She also mentioned that in different emissions scenarios for the period 2010–2050, the net CO₂ removals by forests in the Russian Federation decrease gradually. Finally, Ms. Gershinkova referred to the Russian Federation's submission on 31 March 2015 of its intended nationally determined contribution, which aims to allow the country to move forward on the path of low-carbon development compatible with the long-term objective of the Convention to stay below the 2 °C increase in the global average temperature.
6. The opening presentation was followed by interventions and questions from Australia, Brazil, China, the EU, Germany, India, New Zealand, the Republic of Korea, Saudi Arabia and South Africa. These questions were on: the actions taken to reverse the trend of growing emissions in recent years; the list of quantitative details of the measures with the greatest mitigation potential; quantitative estimates of mitigation effects of domestic PaMs and the intended use of Kyoto Protocol units in achieving the 2020 target; the drivers for the increase in net removals in the LULUCF sector since 1994 and relevant actions; the information on the action plan 2014–2017 and its key measures to meet the 2020 target. Further questions were on: the PaM put in place to achieve the target of reducing the energy intensity of the economy by 12

¹ <<http://unfccc.int/8832.php>>.

per cent by 2020 compared with the 2007; the programmes implemented and the specific consideration of new technologies in the Russian Federation to increase the share of renewable energy in road transportation by up to 35 per cent by 2030 and the share of renewable energy in electricity production by up to 4.5 per cent by 2020; the differences in the role of local governments and the central government in the reduction of GHG emissions; the contribution of energy efficiency improvements as the major driver to the total emission reductions in the country; and the road map or time schedule for applying additional carbon pricing policies or measures, such as carbon markets and carbon taxation, and whether these will be implemented before or after 2020.

7. There were specific questions on reporting, such as the limited reporting on the assessment of the mitigation impact of the key PaMs and their aggregated effect in the biennial report. Questions were also raised in relation to the Party's assessment of the social and economic consequences of response measures. In response, the Russian Federation provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for the Russian Federation.

Summary report on multilateral assessment of Slovakia

1. The first MA of Slovakia took on 5 June 2015. Slovakia was represented by Ms. Helena Princova from the Ministry of the Environment.
2. Questions for Slovakia had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Slovakia can be found on the IAR web page for Slovakia.¹
3. Ms. Princova made an opening presentation, summarizing Slovakia's progress in implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. She elaborated on the national circumstances of Slovakia, which is a small landlocked country and a member State of the EU. She explained that Slovakia's target for the first commitment period of the Kyoto Protocol was overachieved, with emissions 41.7 per cent lower in 2012 than in 1990. This was achieved mainly through stricter legislation, by introducing best available technologies and by fuel-switching from coal and oil to natural gas. Altogether, this led to a decoupling of economic growth from the level of GHG emissions in the period 1990–2012, during which the emission intensity of Slovakia's gross domestic product decreased by 68 per cent. This trend continued during the economic crisis in the late 2000s, with emission intensity decreasing by 36 per cent between 2005 and 2012. In 2012, energy remained the most significant sector in terms of GHG emissions, with a share of 69.6 per cent of Slovakia's total emissions, and within that sector emissions from transport showed the largest increase.
4. Slovakia is committed to contributing to the target of the EU under the Convention and its Kyoto Protocol of a 20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 levels. In accordance with the ESD, Slovakia has a target to limit the growth in its emissions from the non-ETS sectors to 13 per cent by 2020 compared with the 2005 level (+13 per cent). The PaMs in place to achieve that target focus on improvements in energy efficiency and the increase of the share of renewables. The PaMs include: the National Reform Programme and its Action Plan, with targeted sectoral policies, including climate and energy policies; the National Environmental Strategy; the Energy Security Strategy; taxation of energy products and electricity; the Action Plan for Energy Efficiency; the National Action Plan for Biomass Use; the National Renewable Energy Action Plan; the Concept of Energy Efficiency in Buildings; the Waste Act; and the implementation of several EU-wide measures. According to Slovakia's GHG emission projections, total emissions, taking into account implemented and adopted PaMs, are expected to decrease by 12.1 per cent by 2020 compared with the 2005 level. Thus, Slovakia considers that it is on its way to achieving its 2020 target for emissions from the non-ETS sectors. In addition, Ms. Princova explained that the EU and its member States are committed to a binding target of a reduction in domestic GHG emissions of at least 40 per cent by 2030 compared with the 1990 level.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from China and the Republic of Korea. The questions were related to Slovakia's renewable energy target, PaMs in place to reduce emissions from international aviation and shipping, and the target for the sectors covered by the EU ETS. In response, Slovakia provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Slovakia.

¹ <<http://unfccc.int/8833.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Slovenia

1. The first MA of Slovenia took place on 5 June 2015. Slovenia was represented by Mr. Uros Vajgl from the Ministry of Agriculture and the Environment.
2. Questions for Slovenia had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil and China. A list of the questions received and the answers provided by Slovenia can be found on the IAR web page for Slovenia.¹
3. Mr. Vajgl made an opening presentation, summarizing Slovenia's progress in the implementation of emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets. He elaborated on the national circumstances of Slovenia, which is a small country and a member State of the EU. Slovenia already experienced warming of 1.7 °C between 1961 and 2011 and, according to climate scenarios, expects significant climate change impacts by 2050, including a further increase in temperature and an increased occurrence of extreme weather events like floods. Mr. Vajgl explained that Slovenia achieved its target for the first commitment period of the Kyoto Protocol, an emission reduction of 8 per cent compared with the 1986 (base year) level, owing partly to a decoupling of economic growth from the level of GHG emissions in the period 1990–2012, during which the emission intensity of Slovenia's gross domestic product fell by 40 per cent. He further explained that the biggest emission reductions were achieved in industry and transport and that the economic crisis also contributed to those reductions.
4. Slovenia is committed to contributing to the target of the EU under the Convention and its Kyoto Protocol of a reduction in emissions of 20 per cent by 2020 compared with the 1990 level. In accordance with the ESD, Slovenia has a target to limit the growth in its emissions from the non-ETS sectors to 5 per cent by 2020 compared with the 2005 level (+5 per cent). According to its GHG emission projections, emissions from the non-ETS sectors, including the effect of implemented and adopted PaMs, are expected to be close to the trajectory of Slovenia's target under the ESD. Mr. Vajgl explained that one of the main challenges regarding future emission reductions is the transport sector, which contributes 30 per cent of Slovenia's total emissions and is the sector where half of the emission reductions required for the non-ETS sectors needs to happen. Such challenges relate to Slovenia being a transit country with dispersed settlements and daily migration flows. Mr. Vajgl also explained that additional PaMs will be needed for Slovenia to meet its target under the ESD; to this end, in 2014 Slovenia adopted the Operational Programme for Reducing GHG Emissions until 2020 with a View to 2030. The programme covers the non-ETS sectors, sets indicative sectoral targets and includes a list of measures to be implemented. Mr. Vajgl emphasized that the programme includes a target trajectory that 'overshoots' the target for 2020, which is necessary because of uncertainties in the transport sector and the need to facilitate the achievement of the 2030 target.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Brazil, China and India. The questions related to PaMs encouraging the use of RES and any related support schemes, and specific PaMs to deal with emissions from transit in the transport sector. In response, Slovenia provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Slovenia.

¹ <<http://unfccc.int/8834.php>>.

Summary report on multilateral assessment of Ukraine

1. The first MA of Ukraine took place on 5 June 2015. Ukraine was represented by Ms. Elena Balbekova, Deputy Director of the Climate Policy Department, Ministry of Ecology and Natural Resources.
2. Questions for Ukraine had been submitted in writing two months before the working group session by Brazil, China, the EU and Sweden. A list of the questions received and the answers provided by Ukraine can be found on the IAR web page for Ukraine.¹
3. Ms. Balbekova made an opening presentation, summarizing Ukraine's progress towards the achievement of its emission limitation and reduction commitment related to its quantified economy-wide emission reduction targets. Ms. Balbekova initially described the new institutional arrangements related to climate change in the country, including the national inventory system of Ukraine. She explained the GHG emission trends since 1990 and highlighted the importance of the energy sector's contribution to the national emissions, which has driven the observed trend of reduction in these emissions.
4. Referring to Ukraine's target under the Convention, Ms. Balbekova provided information on Ukraine's emission limitation commitment for participating in the second commitment period of the Kyoto Protocol to an emission level 24 per cent below the 1990 level by 2020. She described the policy framework and cross-sectoral measures for climate change inscribed in Ukraine's new strategy for sustainable development and the national action plan on the implementation of the association agreement with the European Union, highlighting measures in the energy, industry and forestry sectors, and provided information on the impacts of the key mitigation actions. Ms. Balbekova provided information on the key assumptions on GDP and fuel consumption used in the three GHG emission projection scenarios presented in Ukraine's sixth national communication and first biennial report and the results of these scenarios in terms of GHG emissions by sector. Finally, Ms. Balbekova provided a summary of the questions received prior to the working group session and the answers provided.
5. The opening presentation was followed by interventions and questions from Australia, Brazil, China and the Republic of Korea. These questions were on: the tax code policy with regard to reductions in land tax and income tax for renewable energy businesses and the renewable energy action plan and whether they were related or separate policies; the plans to assess the economic feasibility of potentially increasing the level of ambition vis-à-vis development needs; the reasons for the many changes in the removal trends in the LULUCF sector; the economic and ecological appropriateness of the development of renewable energy; the possible additional measures to address climate change issues; and the assessment of how much of the economic growth will be sacrificed in the "with measures" and "with additional measures" emission scenarios compared with the baseline scenario or the "without measures" scenario. In response, Ukraine provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for Ukraine.

¹ <<http://unfccc.int/8835.php>>.

Summary report on multilateral assessment of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

1. The first MA of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland took place on 5 June 2015. The United Kingdom was represented by Mr. Ben Lyon, Department of Energy & Climate Change.
2. Questions for the United Kingdom had been submitted in writing two months before the working group session by Australia, Brazil, China, New Zealand, Saudi Arabia and the United States. A list of the questions received and the answers provided by the United Kingdom can be found on the IAR web page for the United Kingdom.¹
3. Mr. Lyon made an opening presentation, summarizing the United Kingdom's progress in the implementation of its emission reduction and removal commitments related to its quantified economy-wide emission reduction targets.
4. He presented the United Kingdom's target under the Convention (20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 level) and targets for the first and second commitment periods of the Kyoto Protocol (12.5 per cent reduction in emissions by 2012 compared with the base year level and a contribution to the joint commitment of the member States of EU of a 20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the base year level, respectively), as well as the United Kingdom's contribution to the binding (20 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 level) and conditional (30 per cent reduction in emissions by 2020 compared with the 1990 level) EU targets. He also presented the United Kingdom's binding emission reduction target of 80 per cent below the 1990 level by 2050, enshrined in the Climate Change Act (2008).
5. Mr. Lyon further presented information on the United Kingdom's national circumstances (population, energy demand and production, and GDP), followed by information on progress made towards achieving the United Kingdom's targets. More specifically, he reported on GHG emission trends as well as GHG emissions by sector and by gas for 2012. The presentation also detailed total and sectoral GHG emission projections for 2030, including all implemented and adopted policies and measures. Furthermore, total and sectoral GHG emissions avoided as a result of the implementation of PaMs were reported by year (2009–2030). Finally, brief information on domestic adaptation and on the United Kingdom's International Climate Fund financing activities was presented.
6. The opening presentation was followed by interventions and questions from Australia, Brazil, China, Fiji, Japan, New Zealand, the Republic of Korea, Saudi Arabia and the United States. The questions were on: the impact of GHG emission reduction efforts on GDP; GHG emission trends in the waste and transport sectors; PaMs related to future technological development, the production of renewable energy, the built environment, transportation and domestic and international shipping; and the comparability of the United Kingdom's GHG emission reduction targets (domestic, EU, Kyoto Protocol and Convention) and the progress made so far in meeting them. Questions were also raised in relation to the United Kingdom's assessment of the social and economic consequences of its response measures. In response, the United Kingdom provided further explanations. Details can be found in the webcast of this session on the IAR web page for the United Kingdom.

¹ <<http://unfccc.int/8836.php>>.

Annexe II

Questions types pour le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation

1. Quel stade le pays a-t-il atteint dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation (PNA)?
 2. Comment les parties prenantes sont-elles associées à l'élaboration et à l'exécution des PNA et quels sont les mécanismes institutionnels existants?
 3. Quel appui peut être apporté au processus d'élaboration et d'exécution des PNA?
 4. Quelles pratiques de référence se sont dégagées et quels enseignements ont été tirés du processus?
 5. Suivi et évaluation et rapports relatifs au processus.
 6. Évaluation générale du processus et marche à suivre en vue de formuler des recommandations fondées sur le suivi et l'évaluation des progrès accomplis, conformément au paragraphe 37 de la décision 5/CP.17.
-